8e Année. — N° 124. — Février 1932. Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.
EXTÉRIEUR
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS

Le Guépéou socialiste en action.

Les événements ont été vite. Quelques semaines à peine après l'incorporation dans la Constitution de la loi dite de défense de la République, cette loi a été appliquée, non, ainsi que nous l'avions prévu, aux réactionnaires, mais à des militants ouvriers. Une centaine d'entre eux sont actuellement en route pour l'île de Fernando Po, sous l'Equateur afin d'y être internés sine die.

Cela sans procès, sans jugement.

Par simple décision de l'autorité administrative, en l'espèce : le gouverneur général de Barcelone. En Espagne, dans l'Espagne républicaine et « cartellisée », sous un ministère radical et socialiste, l'équivalent d'un de nos préfets, déporte cent hommes dans une île africaine, de par sa simple volonté, sans accusation comme sans défense.

C'est exactement le régime du Second Empire français le régime du fascisme, le régime de l'Okhrana et du Guépéou.

Sans procès, sans jugement, Napoléon III déporta les républicains en Algérie ; sans procès, sans jugement, Mussolini déporte aux îles les anti-fascistes ; sans procès, sans jugement, le Guépéou déporte aux bords de l'Océan Glacial les révolutionnaires restés fidèles à la classe ouvrière.

Même régime de droit, mais, en fait, régime aggravé. Napoléon ne déportait que sur les hauts-plateaux algériens; Mussolini ne déporte que dans les îles de la Méditerranée, tous pays où l'Européen peut vivre. MM. Prieto et Caballero, ministres socialistes, déportent, eux, là où l'homme blanc ne peut pas vivre.

Ouvrez un dictionnaire quelque peu détaillé, la Grande Encyclopédie par exemple, et voici ce que vous y trouverez à l'article « Fernando Po » :

« D'une manière générale, le climat de Fernando Po est très malsain et les Européens n'ont pu s'y établir à demeure, malgré la richesse de l'île. »

« Les Européens n'ont pu s'y établir à demeure » — autrement dit : ceux qu'on oblige à y demeurer, y meurent. C'est à la mort que ces messieurs du parti socialiste espagnol et de l'Union Générale des Travailleurs, condamnent leurs adversaires syndicalistes !

Laisserons-nous un tel crime s'accomplir ?

Il y a des gens ici, qui font profession de défendre la « Démocratie » et le « Droit ». Seuls soutiens, actuellement, de la République espagnole à l'étranger, ils peuvent empêcher le forfait — s'ils le veulent.

Nous demandons à tous ceux qui appartiennent à une organisation quelconque, et qui ont conservé tant soit peu le sens de la solidarité ouvrière, de faire agir leurs organisations par tous les moyens en leur pouvoir.

Sans procès, sans jugement, cent hommes ont été envoyés à la mort par la « République » espagnole.

Après la Mandchourie, Shanghaï.

On écrivait ici même au mois de décembre :
« Si le Japon veut défendre efficacement ses intérêts en Chine ailleurs qu'en Mandchourie, il lui faut au moins aller jusqu'à Pékin, occuper de nouvelles provinces, se faire reconnaître de nouveaux « droits ». Il se heurtera alors au veto des Etats-Unis. »

Là encore les événements se sont précipités. Le Japon avait à peine fini d'occuper la Mandchourie du Sud que, allant du premier coup à l'autre extrémité de l'ensemble du territoire qu'il convoite, il débarqua à Shangaï, marquant ainsi le point extrême de ses ambitions : toute la Chine du Nord, depuis la Mandchourie jusqu'au Yang Tsé.

Sortant alors de leur semi-léthargie, les Etats-Unis répondirent par l'annonce de la concentration de leur flotte, dans les parages des îles Hawaï... pour des manœuvres de printemps.

Le conflit du Pacifique mûrit.

Qu'il éclate dès maintenant, ou qu'il doive attendre encore quelques années, cela dépend en grande partie de l'Angleterre.

Pour les deux parties en cause l'appui de l'Angleterre semble en effet la condition de la victoire.

Le Japon est pressé d'en finir, le moment ne lui ayant jamais paru aussi favorable ; chaque nouvel atermoiement des Etats-Unis le renforce dans l'idée qu'empêtrés dans leur crise économique et financière, ceux-ci ne peuvent pas, pour le moment, risquer la guerre. Néanmoins, s'il apparaissait au Japon qu'il doive lutter seul contre les flottes anglaises et américaines réunies, nul doute qu'il ne reculerait.

De leur côté, les Etats-Unis, manifestement, ne se sentent pas prêts aujourd'hui à la guerre, à une guerre où ils seraient seuls contre le Japon. De là leurs efforts pour ne rien faire sans l'Angleterre ; il n'est pas une démarche qu'ils ne risquent avant de s'être assurés que l'Angleterre fera la pareille.

L'Angleterre est donc la maîtresse de la situation. Position qui n'est pas sans inconvénients.

Pratiquement, pour l'instant, elle reste neutre, ne marchant avec l'Amérique que comme un chien qu'on fouette, et qu'après lui avoir fait fortement adoucir ses protestations.

Dans ces conditions, le Japon marquera sans doute un point. On finira provisoirement par un compromis dans le genre de celui de la conférence d'Algésiras, ... en attendant que tout le monde soit prêt.

A moins cependant qu'un nouvel élément, duquel on s'était habitué à ne point tenir compte, n'intervienne : la Chine. La vigoureuse résistance que, pour la première fois dans l'histoire moderne, le troupes chinoises ont opposée à un envahisseur, à Chapeï et à Wou Song, est un fait nouveau, un fait capital. Les partageurs de la Chine pourraient bien avoir compté sans leur hôte, comme ç'avait déjà été le cas avec la Turquie.

La parole au prolétariat.

Mais au-dessus de l'Amérique, au-dessus de l'Angleterre, au-dessus de la Chine même, il y a une puissante voix qui pourrait se faire entendre, haut et clair. Cette voix, malheureusement, se tait.

C'est la voix de la classe ouvrière.

On a pu lire ces jours derniers, dans les journaux, des nouvelles comme celles-ci :

L'Office commercial du gouvernement japonais à Berlin vient de passer, au nom du ministère de la guerre, à l'industrie belgo-luxembourgeoise, des commandes portant sur plusieurs milliers de tonnes de fer en barres et de plomb.

La société anglaise, Imperial Chimical Industries, vient de recevoir une très importante commande d'explosifs pour la Chine et le Japon.

Comment de pareils faits ne rappellent-ils point à la classe ouvrière sa force ? Avant d'être destruction, la guerre est nécessairement production. Le prolétariat, seul, produit ; le prolétariat peut donc, à lui seul, empêcher la guerre.

Au lieu d'aller, en posture de suppliant, à Genève, implorer son ennemi-né, le capitalisme, de mettre fin aux guerres, comment ne prend-il pas lui-même, directement, la direction des affaires internationales, et n'y impose-t-il point sa volonté ? Il a dès maintenant le pouvoir de le faire.

Dans la guerre qui met actuellement aux prises Chine et Japon, pourquoi les organisations internationales syndicales ne disent-elles pas le droit ? Et, l'ayant dit, pourquoi ne l'imposent-elles pas par la force, par la force propre de la classe ouvrière, sa force spécifique : celle qui consiste dans le refus de produire ?

Le boycott par la classe ouvrière des fabrications de guerre du Japon, sauverait la Chine et éviterait la guerre.

Désarmement en matériel ? Oui. Désarmement des prolétaires ? Non.

Par suite des rivalités entre les diverses bourgeoisies nationales, la conférence du désarmement n'aboutira sans doute à rien, ou qu'à fort peu de chose. Il importe cependant de ne point sous-estimer le danger qu'elle recèle.

Tous les délégués, et notamment les plus extrémistes en matière de désarmement, ont été d'accord qu'il fallait, en tous cas, laisser à chaque pays l'armée nécessaire à sa « police intérieure ».

Qu'est-ce à dire ? Si ce n'est qu'on remplacerait les grandes armées, fondées sur la conscription de tous les citoyens, comme c'est le cas en France, par des armées plus réduites, qui ne seraient formées nécessairement que de professionnels Des armées de mercenaires.

Des armées comme la Reichswehr allemande, des armées copiées sur la garde mobile française. Des armées de gens grassement payés à ne rien faire, prêts à tout pour le compte de qui les paie, prêts à tous les coups de force et à tous les massacres.

Le seul contrepoids qui existe en France, à l'heure actuelle à l'absolutisme capitaliste, c'est l'armée : c'est le soldat de 20 ans, ouvrier ou paysan, encore certes très inexpérimenté, à conscience de classe encore peu développée, mais auquel, néanmoins, comme l'ont prouvé de grands exemples, il y a des choses qu'on ne peut tout de même pas demander ! Le jour où ce contrepoids n'existerait plus, ce serait à la fois la répression la plus effroyable des grèves, et la porte grande ouverte au fascisme.

La tradition révolutionnaire est que l'armée doit être organisée de telle manière qu'elle fasse corps le plus possible avec le peuple. N'abandonnons pas cette tradition, même sous le prétexte de désarmement. Les modifications de la technique militaire, avec les tanks et les avions, qui peuvent être manœuvrés par un équipage restreint, permet déjà trop la formation d'armes spéciales, à personnel spécialement sélectionné, comme autrefois la cavalerie, pour sabrer « la canaille » !

Désarmement par la suppression des mercenaires, officiers professionnels et sous-offs rengagés !

Désarmement par la suppression des gardes mobiles et tous corps analogues !

Désarmement par la suppression des avions, des tanks, des canons !

Tout cela c'est parfait ! Poussons-y de toutes nos forces ! Mais, renforcement des mercenaires, accroissement des armées professionnelles et des matériels spéciaux, afin de compenser le désarmement de l'ensemble des citoyens. Cela non ; ce serait pour la classe ouvrière l'équivalent du suicide !

L'AFFAIRE TOM MOONEY

DEUX INNOCENTS EMPRISONNES DEPUIS SEIZE ANS

Jamais je n'ai tant regretté que le livre d'Upton Sinclair, intitulé « Boston », ne soit pas traduit en français.

Le soir même où il apprenait l'exécution de Sacco et de Vanzetti, Upton Sinclair prenait le train pour Boston. Et, pendant six ou huit mois de sa vie (je ne me souviens plus lequel de ces deux chiffres) il étudiait le dossier, en compulsait les moindres pièces, se mettait en rapport avec tous les témoins, remettait ses pas dans les pas des héros, suivait la sanglante filière, cherchait, fouillait, recomposait enfin la tragédie, avec la minutie scrupuleuse d'un savant, l'intuition d'un poète, la netteté d'un américain.

« Boston », c'est l'histoire du drame Sacco et Vanzetti.

Et ce n'est pas seulement cela. C'est le microcosme qui résume toute l'Amérique. La rigide férocité de la classe au pouvoir (avec son mélange particulier de puritanisme et de courte vue, le déploiement prodigieux de sa force) ; l'inimaginable corruption des politiciens ; la brutalité inouïe des mœurs ; la trahison des chefs qui représentent l'aristocratie ouvrière ; l'apathie de la petite bourgeoisie, annihilée par sa course au dollar ; et, çà et là, de brûlants îlots de générosité, d'idéalisme et de grandeur humaine.

Si les camarades français qui vont me lire (pénétrés de logique, amoureux du plausible) connaissaient cet ouvrage, ils seraient quelque peu familiarisés avec la vie américaine et s'étonneraient moins du récit que je vais leur faire. Il faut donc l'entamer par le préambule suivant : tous les faits exposés ici émanent de **sources officielles,** et aucun d'eux n'est contesté par ceux-là mêmes qui sont responsables du crime.

L'EXPLOSION

Le 22 juillet 1916, une manifestation monstre (ce qu'on appelle là-bas une « Parade ») était organisée à San Francisco dans le but de préparer la masse de la population californienne à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Cette démonstration, annoncée quelque temps à l'avance, et réalisée à l'échelle de tout ce qui se fait aux Etats-Unis, avait attiré dans la ville une affluence considérable.

Pendant que le cortège se déroulait, et que, sur le parcours, une foule innombrable avait envahi les trottoirs et se pressait aux fenêtres et sur les terrasses des buildings, à 2 h. 06 exactement, une explosion de dynamite se produisit.

Dix morts. Quarante blessés.

Trois jours plus tard, plusieurs militants ouvriers étaient arrêtés. C'était Thomas Mooney et sa femme, Rena Mooney, Warren Billings, et Weinberg.

En février 1917, ils étaient tous quatre jugés. Rena Mooney et Weinberg étaient mis hors de cause. Tom Mooney et Billings condamnés à être pendus.

En 1918, sur l'intervention du président Wilson et dans les circonstances qu'on va voir, la peine de Mooney et de Billings était commuée en emprisonnement perpétuel.

Nous voici en janvier 1932. Près de seize ans que ces hommes sont en prison.

LA SITUATION
L'ATMOSPHERE EN CALIFORNIE

Avant de dire brièvement qui sont ces hommes, et quel fut leur passé, il faut — revenant en arrière — esquisser en très larges traits la situation dans l'Etat de Californie.

Les faits qui suivent sont extraits, non seulement des journaux de l'époque et de documents officiels, mais d'un livre écrit par le directeur d'un grand journal (capitaliste) de San Francisco, et intitulé : « Mon Histoire ».

Chacun sait qu'en 1906, San Francisco fut en partie détruit par un violent tremblement de terre, suivi d'un incendie qui prit les proportions d'un cataclysme.

A cette époque, des câbles souterrains étaient utilisés pour la traction ; on prit une mesure provisoire afin de rétablir plus vite la circulation ; temporairement, le système des trolleys fut autorisé. La Compagnie des Chemins de Fer (The United Railroads) qui desservait San Francisco et sa banlieue, y vit une chance de profits, elle fonda donc une caisse de corruption, destinée à distribuer des pots-de-vin aux inspecteurs de la ligne afin que le provisoire prit un caractère permanent. Deux cent mille dollars furent réunis. Mr. P. Calhoun, l'un des dirigeants de la Compagnie, en fut le grand distributeur. Par suite de certaines circonstances, Calhoun, se voyant sur le point d'être découvert, provoqua une grève des employés de tramways, au cours de laquelle des voitures furent brisées et des émeutes organisées. Organisées, la chose fut publiquement et indiscutablement établie. Calhoun et ses acolytes furent traduits en justice, ils répondirent à la

force par la force. Heney, le procureur qui requérait contre eux, fut grièvement blessé par un coup de feu tiré en plein tribunal, l'homme qui avait tiré fut mystérieusement trouvé mort le lendemain, et la maison du principal témoin à charge dynamitée à la veille de sa déposition. (Il put échapper par miracle, ainsi que sa famille). Sur ces entrefaites, un nommé Fickert, bien connu comme briseur de grèves et comme homme à la solde des grandes corporations, fut placé à la tête des services publics de la ville.

La dynamite avait fait son apparition ; on devait la voir revenir sur la scène californienne en maintes occasions. Dès lors, ce fut à elle que les grandes firmes eurent recours dès qu'elles voulaient anéantir les revendications ouvrières qui commençaient à s'exprimer : elles faisaient dynamiter certains édifices publics en prenant soin que le dommage fut minime, et, le jour même, elles faisaient arrêter les militants. La dynamite, la corruption, l'assassinat, les enlèvements, la disparition pure et simple des « meneurs ».

L'année 1913 restera mémorable dans les annales de la Californie. Ce fut l'année de la grève des cueilleurs de houblon de Weatland — qui se termina par l'arrestation et l'emprisonnement de son leader — l'année, surtout, de la grève des ouvriers de la « Pacific Gas & Electric Company » ; elle dura huit mois.

En 1914, l' « Association des Industriels et des Commerçants de Stockton » se formait, farouchement déterminée à écraser les syndicats qui allaient en se développant. La place manque pour exposer ici tous les moyens qu'elle employa. Il serait cependant intéressant d'évoquer le cas Johannsenn (un syndicaliste connu) dans lequel un nommé Lejeune avoua avoir introduit dans la chambre de Johannsenn une valise pleine d'explosifs, sur l'ordre de l'Association, et l'affaire Emerson, où l'homme fut surpris au moment où il transportait un bagage du même genre, toujours dans le même but et pour le même compte.

En même temps, une campagne de presse était déclanchée contre les militants ouvriers. On ne les appelait jamais que « les dynamiteurs ».

En 1916, après la grève des cuisiniers et après celle des dockers, le « Comité pour l'Ordre et la Loi » se constituait, puissant, actif, riche d'un million de dollars, et composé d'une centaine de grands patrons.

TOM MOONEY

Il y a quelque soixante ans, une jeune irlandaise quittait le Comté de Mayo et l'Ile Verte où l'on meurt de faim, afin de venir tenter sa chance en Amérique. Elle y épousa un mineur ; ils s'établirent dans le Massachussetts. L'homme mourut bientôt, laissant à la jeune femme trois petits à élever. Elle travaillait tout le jour en usine, le soir, elle fit des lessives afin de grossir un peu son budget misérable. L'aîné des trois enfants s'appelait Tom. A quatorze ans, il se plaça dans une fonderie où il resta quatre ans. Ce que fut cette adolescence, il est assez facile de se l'imaginer. Travail, misère. Un dévorant besoin de savoir, de lire, d'étudier, anime le jeune homme. Son jeune esprit voudrait interroger le monde ; déjà, confusément, il perçoit des réponses à ses questions confuses. Il commence à comprendre ce que c'est que la solidarité ouvrière, il le comprend si bien, qu'ayant pris le parti de camarades encore plus exploités, il se fait renvoyer. Il trouve une autre place, il lit, il réfléchit, il étudie, se qualifie dans son travail, et il amasse un petit pécule (car il gagne à l'époque 2 dollars 55 par jour) qui, lorsqu'il a vingt ans, s'avère suffisant pour lui permettre de venir faire, en troisième classe, un tour d'Europe.

C'est un homme déjà mûri qui retourne aux Etats-Unis, il a vu de près les conditions dans lesquelles travaille le prolétariat européen, il connait ses revendications, sa lutte aussi. En 1908, Eugène Debs pose sa candidature à la Présidence des Etats-Unis et parcourt le pays dans un train spécial qu'on nomme « le train rouge ». Tom Mooney aide ses camarades à collecter des fonds pour soutenir la campagne du leader socialiste.

A San José, il a la chance d'entendre Debs et de lui être présenté ; Debs devine en lui un propagandiste de valeur et lui demande de continuer le voyage avec lui. Tom accepte avec joie.

La campagne terminée, il retourne à l'usine. Le voici à nouveau dans une fonderie, gagnant ses trois dollars par jour, mais, une fois encore, interrompant le travail parce qu'il est envoyé, en qualité de délégué, au Congrès Socialiste International qui se tient à Copenhague.

1910. Mooney a vingt-sept ans. Le Parti Socialiste traverse alors en Californie une période d'activité assez intense. Tom est l'un de ses éléments les plus actifs et les plus clairvoyants. Et déjà il s'indigne de l'inertie et de la corruption qui règnent au sein de l' « American Federation of Labor », il se sépare de ses leaders, et, tout en continuant son métier de fondeur, il lance un journal : « La Révolte ». Sa combativité, son agressivité, sa popularité lui font des ennemis ; ce n'est pas sans difficultés qu'il est nommé délégué au Congrès International des Fondeurs, en 1912.

1913. Une grève importante éclate dans l'industrie de la chaussure, car les patrons prétendent réduire de un dollar par jour le salaire de leurs ouvriers. Ils font appel aux jaunes et peuvent garder leurs fabriques ouvertes.

Un jour, un militant syndicaliste rencontre dans la rue un tout jeune homme en quête de travail.

« Pourquoi n'allez-vous pas vous présenter à la fabrique de chaussures ? On vous embaucherait tout de suite. — Pour qui me prenez-vous, répond le jeune homme indigné : pour un briseur de grève ? » Les deux hommes lient conversation, une heure plus tard, le militant présentait à Mooney, Warren Billings.

WARREN BILLINGS

A partir de ce moment-là, les destinées de Mooney et de Billings se sont trouvées si étroitement — et si tragiquement — mêlées, qu'il devient nécessaire de parler de Billings.

Warren Billings est né d'une famille purement « américaine », si tant est que ce genre de familles existe. Elevé à Brooklyn, après avoir travaillé dans la métallurgie et la charpente, il trouve une place de coupeur dans une usine de chaussures. C'est au cours d'un voyage effectué dans des trains de marchandises (il avait l'intention de se rendre à Mexico) et plutôt par hasard qu'il arrive à San Francisco. Il va devenir l'ami de Tom Mooney, et son bras droit dans l'âpre lutte pour organiser la classe ouvrière. Leurs qualités se complètent. L'esprit de Tom Mooney a sans doute plus d'envergure, il voit plus haut, plus loin, mais l'intelligence de Billings, éprise d'évidences, et sa ténacité lui sont une aide précieuse. Ils mènent (Mooney surtout) presque toutes les grèves. 1915, 1916, sont des années d'activité furieuse de la part du « Comité pour l'Ordre et la Loi », d'activité non moins déterminée de la part de Mooney.

En juin 1916, Mooney, aidé de sa femme, consacre ses efforts à organiser les cheminots de l'United States Railroad. Après des semaines de patiente besogne, il décide de tenir un meeting où il pourra constituer le noyau de l'organisation future. Le meeting doit avoir lieu le 10 juin. Le même jour, la Compagnie fait placarder dans ses locaux l'avis suivant :

« Ceci est pour informer que Thomas Mooney,
« fondeur de profession, dynamiteur connu, et
« arrêté pour son activité dans la grève de la
« Pacific Gas & Electric Company, tente actuel-
« lement d'organiser nos ouvriers en syndicat.
« La Compagnie est au courant de tous ses faits
« et gestes, elle saisit cette occasion pour vous
« aviser que tout homme qui s'affiliera à quel-
« que syndicat que ce soit, ou entrera en rap-
« ports avec Mooney, sera renvoyé sur le
« champ. »

Le meeting eut lieu cependant.

A 3 heures du matin, le 11 juin, l'un des postes de haute tension, situé à 15 kilomètres de San Francisco, était dynamité. Le dommage fut léger. Ainsi que cela fut établi par la suite, l'U.S.R. avait fait dynamiter le poste afin de démontrer que Mooney était une menace dangereuse pour la société, et pour discréditer d'avance l'organisation qu'il tentait de former.

Le 13 juin, ayant décidé de répondre à ce coup de force par la grève, Mooney et sa femme furent arrêtés, sous prétexte qu'ils distribuaient des tracts dans la rue. Au mois de juillet, le chef d'un corps privé de détectives (au service des grandes firmes) venait à deux reprises trouver un autre militant, Weinberg, lui offrant cinq mille dollars s'il consentait à faire un faux témoignage contre Mooney. Semblable tentative était faite à l'égard de Billings. Les deux camarades ayant — naturellement — refusé avec indignation, le complot ayant avorté, les Mooney furent relâchés.

LE JOUR DU DRAME

Ce fut donc dans cette atmosphère que la Chambre de Commerce de San Francisco organisa le « Jour de Préparation à la Guerre », ordonnant à tous les salariés de la ville de se joindre au cortège, sous peine de perdre leur emploi.

A l'instigation de Mooney, les organisations ouvrières firent officiellement savoir que la Parade étant une manifestation patronale et guerrière, un mot d'ordre serait lancé, recommandant à la classe ouvrière de s'abstenir d'y participer. Et il est de fait qu'aucun organisé n'y prit part.

22 Juillet.

Depuis le matin, toute la ville de « Frisco » se trouvait en ébullition. On respirait une atmosphère de vacances. De tous côtés, des véhicules dégorgeaient de nouveaux arrivants.

Tom et Rena Mooney, qui devaient partir le lendemain en congé (Tom était à l'époque très surmené) s'étaient levés assez tard. Ils avaient l'intention de regarder passer le cortège par la fenêtre de leur logement, mais, vers 10 heures du matin, des ouvriers, employés par l'immeuble, se présentèrent chez eux, les prévenant qu'on allait poser, sur toute la longueur de l'étage, une banderole figurant le drapeau américain. A 11 heures et demie, accompagnés de plusieurs parents, ils montèrent donc sur la terrasse de la maison. Une trentaine de personnes se trouvaient déjà là, qui toutes, purent témoigner que ni Tom Mooney ni sa femme ne quittèrent la terrasse de 11 heures et demie du matin jusqu'à 5 heures du soir. Trois photographes professionnels étaient présents. Huit photographies furent prises, on y voyait, non seulement le cortège, mais une partie de la terrasse où se trouvaient, debout, Tom Mooney et sa femme, ainsi que l'horloge d'un immeuble voisin marquant successivement 1 heure 58, 2 heures une minute, 2 heures 04 (1).

(1) Tom Mooney ignora longtemps l'existence de ces photographies. Quand la défense en demanda la communication, on lui transmit des épreuves *maquillées*. Ce ne fut que plus tard qu'on retrouva les films originaux.



Tom Mooney en 1916
au moment de son entrée en prison

A 2 heures 06, à deux kilomètres de là, l'explosion avait lieu.

Que faisait Billings, pendant ce temps ?

Si Billings n'a pas eu la chance d'être photographié presque à l'heure de l'explosion, il a cependant pu établir un itinéraire de ses déplacements et un horaire minutieux de son temps pendant toute la journée, et cet horaire, corroboré point par point par des étrangers, n'a pas pu être contesté.

Aussitôt après l'explosion, le Fickert dont nous avons parlé plus haut faisait venir Swanson, le détective au service des Compagnies (celui qui avait offert cinq mille dollars à Billings et à Weinberg pour prix d'un témoignage faux contre Mooney) et lui remettait l'affaire entre les mains. C'est-à-dire qu'elle était placée entre les mains des grands patrons.

Thomas Mooney, Rena Mooney, Warren Billings et Weinberg furent donc arrêtés. Jugés. Rena Mooney et Weinberg acquittés. Les deux autres condamnés à mort.

L'ACCUSATION

Un faisceau de témoignages fut réuni par la police, sous la direction de Swanson.

Celui qui produisit la plus grande impression sur le jury et sur les juges, et devint l'élément déterminant, fut celui d'un nommé Oxman. C'était un marchand de bestiaux de l'Oregon, un homme inculte, d'apparence brutale et si simpliste en même temps, que la vérité semblait sortir toute crue de cette face obtuse. Il jurait avoir vu Mooney et Billings, au lieu de l'accident, Steuart Street, à deux heures moins le quart.

Bien qu'il eut varié quatre fois, le témoignage d'un John Mac Donald, eut également une portée décisive. Il n'avait pas vu Tom Mooney, il avait vu Billings (à 2 kilomètres de l'endroit où Oxman l'avait vu), et ses quatre dépositions indiquaient successivement 2 heures précises, 2 heures moins 10, 2 heures 20, enfin 2 heures 10.

Une femme, Estelle Smith, affirma avoir vu Billings, une valise à la main, monter sur la terrasse où elle se trouvait, 721, Market Street. Il était 2 heures moins 9. Mooney et Weinberg étaient venus le rejoindre un peu plus tard. Et elle n'avait pas vu Madame Mooney. L'endroit qu'elle indiquait était tout à fait différent de ceux fixés par Oxman et par Mac Donald, il en était très éloigné.

A un quatrième lieu, un Peter Vadovitch déclara avoir vu un homme porteur d'une valise. On ne put pas déterminer si c'était Mooney ou Billings.

Toujours ailleurs, un nommé Wade avait remarqué un grand individu (Billings est petit) qui paraissait suspect.

Un dernier témoignage, enfin, fut utilisé par l'accusation, celui d'une femme qui accomplissait une peine de plusieurs années dans un pénitencier, mais elle ne déposa pas au procès parce qu'une lettre d'elle fut interceptée, où elle disait qu'on lui avait promis la liberté si elle témoignait dans un certain sens au procès Mooney.

LES TEMOINS

Ces témoignages, de qui émanaient-ils ?

Prenons d'abord celui de Mac Donald.

En 1921, le pauvre hère, l'ancien domestique vivant de vagabondage, qu'était Mac Donald, avoua qu'il avait fait un faux témoignage. Il n'avait jamais vu ni Billings ni Mooney, mais sur les ordres de Fickert et devant la promesse d'une grosse somme d'argent (17.500 dollars de prime devaient être versés à qui apporterait une « preuve » contre Mooney-Billings) il avait récité la leçon qu'on lui avait apprise. Sa confession, faite devant des magistrats, dûment léga-

lisée, est le plus effarant document qu'on puisse imaginer, elle éclaire d'un jour singulier les mœurs de la police américaine.

Quant à Oxman, dont le témoignage avait été le pivot de l'accusation contre Mooney, Oxman qui prétendait s'être trouvé à 1 h. 40 Steuart Street et y avoir vu venir les quatre inculpés dans la voiture de Weinberg (alors que les autres témoins les avaient vus venir à pied) on découvrit, en mai 1921, qu'il était en réalité à ce moment chez des amis à Woodland, et que, de cette ville, il prenait le train à 2 h. 15 pour arriver à 5 heures à San Francisco. Un peu plus tard, on retrouvait et on authentifiait trois lettres de lui, adressées à un Mr. Rigall, et dans lesquelles il lui offrait, pour cent dollars, voyage et frais payés, de venir déposer au procès Tom Mooney où il devait lui-même, écrivait-il, déposer comme témoin contre solide récompense. L' « honnête marchand de bœufs » avait déjà été condamné pour bigamie et plusieurs fois pour fraude, son entourage le tenait pour la pire crapule. On découvrit encore qu'il avait déjà employé ce Rigall, comme faux témoin, dans des affaires antérieures.

Ces révélations avaient été précédées par les aveux d'Estelle Smith. C'était une prostituée pourvue d'un casier judiciaire assez peu enviable, arrêtée déjà plusieurs fois pour prostitution, et impliquée dans une affaire de meurtre. Faible, cupide, terrorisée par la police qui la « tenait », elle raconta (et sa confession fut publiée dans la presse) de quelle façon la police était venue la trouver et avait fait pression sur elle.

Pour Vidovitch, c'était un mendiant, paralytique hospitalisé par la Municipalité. Lorsqu'il mourut, on découvrit sur sa personne cinq mille dollars en billets et trois mille dollars de bijoux.

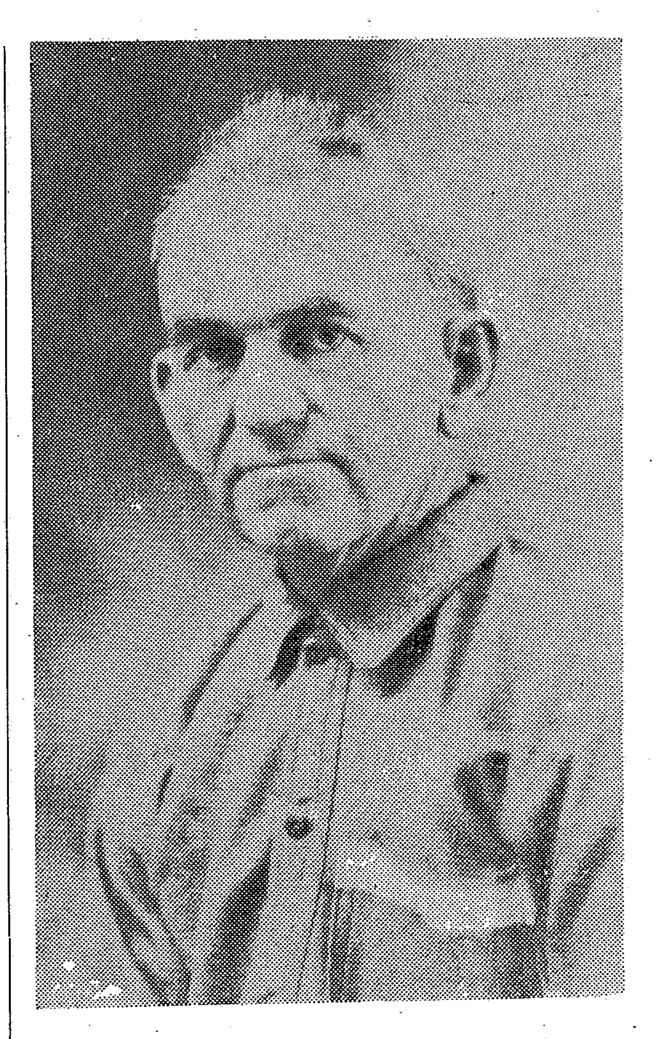
Un policier, enfin, Draper Hand, qui avait opéré sous les ordres de Fickert et de Swanson, raconta également comment le complot contre Mooney avait été ourdi.

L'AGITATION EN FAVEUR DE MOONEY - BILLINGS

Aussitôt après le jugement, la femme de Mooney, les amis de Mooney et de Billings, et les ouvriers qui les connaissaient, mirent tout en œuvre pour faire éclater la vérité. Un journaliste connu, Robert Minor, se consacra entièrement à cette cause.

Mais dès que les lettres d'Oxman à Rigall eurent été découvertes, une foule de gens qui, par la classe à laquelle ils appartenaient et par leurs convictions, étaient des adversaires de Mooney, vint se joindre à eux.

Trois jours après la découverte de ces lettres, le Président de la Cour qui les avait jugés, Griffin, écrivait à l'Attorney général pour lui demander la révision du procès devant la Cour Suprême. Cette demande ne fut pas accordée. Depuis, Mooney et Billing n'ont pas de plus ardent défenseur que le juge qui les a condamnés à mort. Il a convoqué des meetings, il est intervenu courageusement auprès du Gouvernement : « Tom Mooney est innocent, clame-t-il publiquement, et je n'aurai de cesse qu'il ne soit réhabilité. »



Tom Mooney en 1931
après quinze ans de prison et âgé de 48 ans

Le Président des Etats-Unis, Wilson, ne fut pas aussi insensible que le Gouverneur de Californie, devant le sentiment d'indignation qui commençait à gagner des milieux de plus en plus larges. Il nomma une commission de 7 membres (sous-secrétaires d'Etat, sénateurs, Président d'Université) afin d'examiner l'affaire. Le résultat de l'enquête fut nettement en faveur de Mooney-Billings : « On a la conviction, dit le rapport, que le pouvoir terrible et sacré de la justice a été — consciemment ou inconsciemment — utilisé, au cours d'un conflit industriel, pour écraser les défenseurs de la classe ouvrière.»

L'intervention de Wilson eut cependant pour effet d'influencer le Gouverneur Stephens, qui,

en novembre 1918, commua la peine de mort en emprisonnement à vie.

Le procureur qui avait requis contre Billings, Brennan, déclara publiquement que, s'il avait été juré, il n'eut pas condamné. « Indéniablement, dit-il, le chaînon final manquait dans la chaîne de l'accusation. » Il écrivit également une lettre au Gouverneur pour obtenir la grâce des condamnés. Mis au courant des faits nouveaux, les ayant contrôlés, neuf sur dix des jurés, l'attorney de District, Matheson, et tous les magistrats firent une démarche dans ce sens.

Le Directeur d'un des plus grands journaux californiens, Fremont Older, qui, au cours du procès, avait fait violemment campagne contre les inculpés, met inlassablement sa plume à leur service. « Fickert a monté de toutes pièces l'affaire Mooney... L'histoire n'offre pas de cas plus criant d'injustice... ».

Le Directeur du Bureau du Travail, J. B. Densmore, voulut faire une enquête sur Fickert, l'âme damnée du complot. A l'insu de Fickert, il installa un dictaphone dans le bureau de ce dernier. Ayant « sonorisé » l'ignominie du personnage, il envoya au secrétaire du Travail, Wilson, un document au cours duquel il établit les forgeries, le chantage, la corruption et la fabrication des témoignages contre Mooney et d'autres, qui s'élaborent dans la caverne de Fickert.

J'ai sous les yeux tout un amas de brochures, de pétitions, d'articles, de lettres ouvertes, émanant d'étudiants, de journalistes, d'écrivains, de sénateurs, de personnalités venues de tous les horizons sociaux, de groupements, d'organisations de toutes sortes, jusqu'aux stars de cinéma, Charlie Chaplin en tête, qui adjurent le gouvernement de libérer les innocents. Au mois de décembre dernier, le Maire de New-York, Walker, a fait spécialement le voyage de Californie, afin de plaider auprès du Gouverneur Rolph, la cause Mooney-Billings, il a réuni un meeting au cours duquel ont parlé l'avocat le plus connu de New-York, Frank Walsh, et le président du jury qui condamna Mooney... On eut un peu d'espoir.

Pendant que tous ces efforts s'accomplissaient, une seule personne morale s'est tue : l' « American Federation of Labor ». Elle n'a pas écrit une ligne en faveur des deux innocents, pas réuni un « cent », pas prononcé un mot. Et jamais elle n'a imprimé leurs noms. Sollicitée, sommée à différents Congrès, mise en présence de résolutions émanant de la base, elle a repoussé toutes les résolutions, étouffé toutes les voix, refusé de faire un seul geste. Mais lorsqu'une campagne eut lieu pour la réélection du Gouverneur Young et aussitôt après qu'il venait de refuser la grâce de Mooney, les leaders californiens de l'A.F.L. formèrent un club spécial : « le Club pour la campagne en faveur du Gouverneur Young. »

La morale de cette histoire, elle a été tirée, il y a 14 ans, par un avocat new-yorkais, Bourke Cochran, dans une lettre qu'il écrivait au Président Wilson :

« Bien que l'accusation soit dirigée sur quatre têtes, Mooney en est l'unique objet. Rien, dans les faits de l'accusation, ne saurait expliquer l'inconcevable férocité déployée envers lui. Mais tout démontre à l'évidence que la destruction de cet homme était voulue par les dirigeants des grandes compagnies de Chemin de fer et des grandes firmes, non point seulement pour mettre fin à son activité de militant, mais pour servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de l'imiter. Aucune enquête n'a été faite sur l'explosion elle-même, toutes les photographies du lieu ont été maquillées, les informations données sur l'explosion par des citoyens honorables ont été tenues secrètes et leurs noms cachés au public. Des ordres ont été donnés, aussitôt après le drame, pour que le lieu de l'explosion soit dévasté, de la main même des officiers de police, afin que toute preuve gênante soit effacée. Une récompense de 17.500 dollars a été offerte à ceux qui témoigneraient non pas pour la recherche de la vérité : contre Mooney ; on a exploré les bas-fonds pour y trouver les misérables qui accepteraient d'envoyer à la mort des innocents, leurs témoignages ont été à l'encontre de toute ombre de vraisemblance, on a délibérément supprimé la déposition d'un agent public dans le but d'éloigner deux témoins à décharge.

« Cette procédure assez particulière pourrait être attribuée à une cascade d'erreurs ou à un zèle intempestif, mais quand le plus important des témoins est convaincu de faux témoignage, et sa culpabilité établie de l'aveu même du Procureur, quand les tenants de l'accusation menacent de mort tous ceux qui oseraient défendre les inculpés, est-il vraiment osé de songer qu'un des instruments de ces Compagnies qui ont érigé en système la méthode illustrée par Swanson, a préparé cet affreux attentat dans le seul but d'en rendre Mooney responsable, toute tentative dans ce sens, ayant avorté jusqu'alors ? »

31.921 et 10.699

Malgré la protestation de tous ceux qui, en Amérique, portent une conscience, malgré le gigantesque effort centré par le « Comité de Défense des Fondeurs », ils sont donc en prison depuis bientôt seize ans. La loi de l'Etat de Californie n'admet aucun appel dans les procès de ce genre. Le sort des enterrés vivants repose entièrement sur la clémence du Gouverneur. Stephens et Young hier. Rolph aujourd'hui.

Il serait relativement facile d'obtenir que Mooney et Billings soient, comme on dit là-bas « paroled », c'est-à-dire remis en liberté, mais

d'une manière qui impliquerait pour eux la reconnaissance de leur culpabilité. Ils seraient placés sous la surveillance constante de la police, ils ne pourraient ni s'éloigner du lieu de leur résidence, ni prendre ni changer d'emploi, ni conduire une auto sans une autorisation policière ; non seulement ils auraient perdu leurs droits civils et politiques, mais à la moindre peccadille, et sur des actes qui, pour tous autres citoyens, ne seraient nullement des délits, selon le bon plaisir du premier policier venu, ils pourraient être renvoyés dans leur prison — et pour la vie.

Ce qu'ils veulent, c'est la mesure qui correspondra à un acquittement et à une réhabilitation. Implicitement, cette mesure signifierait que l'Etat reconnait son erreur en même temps que leur innocence. Le Gouverneur refuse toujours. La clameur de protestation, il ne veut pas l'entendre, la vieille maman de 80 ans qui lui écrivait récemment : « Je voudrais tant revoir mon fils avant de mourir », il ne l'a pas entendue davantage.

* * *

J'ai vu, dans la baie de San Francisco, splendidement découpée à même le bleu du Pacifique, l'énorme et morne bâtiment où vainement, depuis seize ans, Mooney attend l'heure de la justice. Ceux qui le visitent régulièrement — n° 31.921 — dans sa prison de San Quentin (1) s'accordent tous pour admirer la noblesse, l'héroïsme de son attente. Sa foi dans la classe ouvrière est demeurée intacte, il a mis son espoir en elle.

Billings est à la prison de Folsom, à quatre heures de San Francisco. Numéro 10.699, il travaille à l'extraction de la pierre, avec les autres condamnés. Il est peu de prisons plus mornes et plus terrifiantes que les prisons américaines ; je n'ai pas visité celle-ci, mais, d'après les descriptions qui en sont faites, les cellules de Folsom sont sans jour, jamais chauffées, humides, mal aérées, et si étroites que le prisonnier doit se tourner sur le côté s'il veut marcher d'un bout à l'autre de ce qu'il appelle sa « tombe ».

Il n'y a plus rien à ajouter. Les mots seraient trop faibles. Il faut laisser parler Mooney :

« Si vous êtes membre d'une organisation qui lutte pour la justice humaine, écrivait-il dans un appel à ses amis, pressez-la de contribuer à la campagne faite en notre faveur. L'injustice commise envers Mooney, envers Billings, menace tous les ouvriers.

« Je fais appel à vous. Je vous presse d'agir. J'attends votre verdict. Sera-ce la mort dans cette prison ? Ou la vie et la liberté — grâce à vous ? »

Magdeleine PAZ.

(1) Pendant les huit premières années, aucune visite ne fut autorisée.

Une souscription pour Tom Mooney

Le « Comité des Fondeurs » qui centralise la campagne pour la libération de Mooney et de Billings nous demande de faire appel à la solidarité des travailleurs français. Toute campagne pour la justice, coûte cher, — surtout en Amérique. Il faut de l'argent.

Envoyez-nous donc votre obole, camarades, que nous ferons parvenir aussitôt au Comité des Fondeurs, — témoignage d'un internationalisme agissant, témoignage de notre solidarité envers un militant syndical, frappé A CAUSE DE SON ACTION SYNDICALE.

PREMIÈRE LISTE :

Magdeleine et Maurice Paz, 100 ; Maupioux, 20 ; Charbit, 20 ; Chambelland, 20 ; Monatte, 20 ; Godonnèche, 20 ; Aufrère, 20 ; Hagnauer, 20 ; Barat, 20 ; Lacoste, 20 ; J. P. Finidori, 20 ; Pera, 20 ; Giauffret, 20 ; Louzon, 20 ; I. L., 80 fr.

Total : 440 fr.

Nous avons reçu :

BORIS PILNIAK : *La septième République, le Tadjikstan* (Rieder).

Livre sur l'industrialisation d'une des Républiques soviétiques située au pied du Pamir ; Pilniak montre avec enthousiasme, et sans cacher certaines fautes, l'immensité de l'œuvre entreprise, mais, comme de coutume dans ces sortes d'ouvrages, est à peu près muet sur la valeur *socialiste* de cet effort.

MAXIME GORKI : *Eux et Nous* (Editions Sociales Internationales).

Recueil parfois monotone d'articles publiés dans la presse soviétique, pour la défense de l'Etat soviétique. Impression que Gorki n'atteint pas au cœur du sujet et qu'il appelle succès du socialisme les succès de l'industrialisation.

RABINDRANATH TAGORE : *Lettres à un ami*, traduites de l'anglais par JANE DROZ-VIGUIÉ (Rieder).

Le *Poète* voudrait créer à Santiniketan un centre d'amitié internationale et dans ce but il entreprend de longs voyages au Japon, en Chine, en France, en Angleterre, en Hollande, en Amérique. Ses lettres à C. F. Andrews, son ami, nous permettent de le suivre dans ses décevants déplacements.

Ce que le parti communiste veut pour les paysans. (Bureau d'éditions).

Plus la terre à coups de fusil. Mais toute la kyrielle des revendications électorales de l'ancien socialisme réformiste : l'annulation des dettes hypothécaires et de leurs intérêts, la suppression des impôts (directs ou indirects), un crédit étatique de un milliard aux petits paysans, le « rétablissement immédiat des permissions agricoles », le droit de chasser sans permis et la « suppression de toute chasse ou pêche réservée », etc..., et enfin, la « terre à ceux qui la travaillent ».

Toutes ces promesses pipeuses de voix ont l'inconvénient d'être irréalisables en régime capitaliste et irréalisées en régime « communiste ». Et le paysan n'est pas sans s'en douter.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

Le drapeau rouge et noir aux Hôtels-de-Ville du Llobregat

Au début de janvier l'Espagne était encore, toute entière, sous l'impression du massacre des ouvriers socialistes d'Arnedo (1). Il y eut même des députés socialistes qui ne purent se taire. Ainsi Margarita Nelkens, représentant aux Cortès de la circonscription de Badajoz, disait dans une interview où il énumérait les « erreurs » de la République : « Surtout, ne pas avoir réformé déjà cette Garde Civile, qui a pu être bonne en son temps pour combattre les bandits de Sierra Moreno (ce pourquoi elle fut créée), mais dont l'activité commande aujourd'hui aux autorités civiles, et est, dans une infinité de villages, une provocation constante et intolérable ».

Les révolutionnaires bourgeois du type d'Azana sentirent eux aussi une menace dans l'attitude du général Sanjurjo, commandant en chef de la Garde Civile. Mais, comme toujours dans l'histoire, le plus vigilant contre le danger d'une restauration fut le prolétariat.

Lorsqu'à Bilbao des monarchistes sortant du club des Traditionnalistes firent feu sur une manifestation républicaine, tuant quatre hommes, lorsque des religieux d'un couvent de cette même ville tirèrent sur la foule, les ouvriers comprirent l'imminence du danger réactionnaire. L'unité dans l'action se fit immédiatement. Le Cercle des Etudiants Catholiques fut pris d'assaut et saccagé par des socialistes, des communistes, des anarchistes et des syndicalistes agissant en commun. La grève générale de protestation de 24 heures fut proclamée par les syndicats adhérents à la socialiste U.G.T., mais elle fut puissamment soutenue par les syndicalistes et les communistes. De même, c'est une foule d'ouvriers de toutes tendances qui, en manifestant vers la prison, put imposer la libération de deux communistes.

La fédération anarchiste et la C. N. T.

Mais si cette unité d'action spontanée se réalisa, à Bilbao, par dessus les dirigeants, sous l'impression d'horreur suscitée par le crime de la bourgeoisie, par contre, dans l'ensemble de la péninsule, ce fut la discorde, non seulement entre l'U.G.T. et la C.N.T., situation qui n'est pas nouvelle, mais même entre la C.N.T. et la fédération anarchiste.

Le 13 janvier, la C.N.T., examinant les menaces d'un coup d'Etat, déclarait :

Si cela se produisait, la Confédération Nationale du Travail *déclare publiquement* qu'au moment même ou une dictature serait de nouveau proclamée, elle *déclarerait la grève générale révolutionnaire* avec toutes les conséquences qui pourraient en résulter.

---

(1) Voir l'article d'Ida Mett dans la *R. P.* de janvier.

Cette intention de n'user de la grève générale qu'en tant que moyen défensif fut encore précisée dans un autre manifeste, daté du 20 janvier, date à laquelle éclatait l'insurrection du Llobregat ; tout en constatant que le moment est révolutionnaire, ce manifeste ne contient aucun appel pour une action immédiate, il parle uniquement en termes généraux, de la nécessité de préparer méthodiquement un ordre nouveau :

La mise en ordre des formes nouvelles d'existence commune, la reconstruction qu'il faut réaliser, ne peuvent être confiées à la spontanéité. Il est indispensable de préparer à l'avance le plus grand nombre possible des éléments qui doivent intervenir dans celles-ci.

Soit dit en passant, cette besogne de préparation révolutionnaire, dont le Comité National de la C.N.T. parle si souvent, n'avance guère. En huit mois, rien ou presque rien n'a été fait pour gagner l'armée à la révolution ; le fameux plan de renseignements statistiques, devant préparer la prise de possession de l'économie, qui fut décidé au dernier Plenum des Confédérations Régionales, n'a même pas reçu un commencement d'exécution ; presque pas non plus de création de Conseils d'Usine.

La fédération anarchiste défendait la thèse de l'offensive révolutionnaire, comme un meilleur moyen d'éviter une dictature nouvelle. Les anarchistes espagnols estimaient qu'il était trop tard pour se défendre contre la dictature quand celle-ci était déjà proclamée. Ils préconisaient de se lancer à l'attaque dès maintenant, mais, d'après eux, comme ils l'expliquent dans « El Luchador », la lutte doit se déclancher dans tous les « pueblos » (villages), mais chaque village agissant pour son compte sans se préoccuper des autres.

Peut-on croire, en présence d'une pareille conception, à la thèse gouvernementale affirmant qu'un mouvement d'ensemble était préparé par la fédération anarchiste pour le 25 janvier ?

En tout cas, si certains « pueblos » se sont soulevés pour leur compte, force leur fut de voir que la pratique de la méthode de la fédération anarchiste n'était pas aussi belle que la théorie, qu'ils n'étaient pas suivis et il leur fallut capituler.

L'insurrection du Llobregat

La tactique de la fédération anarchiste fut appliquée dès le 20 janvier dans la région du Llobregat, où le mouvement se cristallisa surtout autour des localités de Manresa, Berga, Figols, Sallent, Cardona.

L'atmosphère se trouvait préparée par une grève de l'industrie textile dans tout le district.

A Manresa l'action se produisit sous la forme d'une grève générale, solidaire et unanime, com-

me savent en faire les syndicalistes espagnols. Les 12 « gardes civils » de cette ville de 40.000 habitants se sentirent débordés, et les autorités locales demandèrent l'envoi de troupes qui firent leur apparition le surlendemain, occupant la cité sans aucune résistance.

A Sallent, l'Hôtel de Ville fut occupé par un Comité révolutionnaire. Un drapeau rouge et noir fut hissé, annonçant l'instauration du communisme libertaire. Le côté solennel et décoratif ne fut pas négligé à en juger par ce mot de passe pompeux qu'on devait fournir aux sentinelles gardant les accès de la localité : « Sallent sera pour la révolution sociale ce que Jaca fut pour la révolution républicaine ». Il est plus intéressant au point de vue pratique, de constater que les insurgés s'emparèrent de la poudrière de la Société des Potasses Ibériques ; lorsque, quelques jours après, ils capitulèrent devant les troupes, sans opposer de résistance, ils prirent au préalable la précaution de brûler cette poudrière.

A Berga, les rebelles jetèrent des paquets de dynamite sur les gardes civils qui campaient sur une place, en blessant plusieurs.

La "Commune" de Figols

Mais c'est surtout à Figols, centre minier, que l'action fut sérieuse. Un noyau de mineurs réussit à désarmer la nuit les « somaten », sorte de milice bourgeoise, procurant ainsi des armes à 600 ouvriers. Ceux-ci se désignèrent un chef, un des leurs, Manuel Prieto, récemment libéré du bagne flottant de l' « Antonio Lopez ». Les mineurs armés se retranchèrent dans la partie haute du village, encerclant la caserne des gardes civils, au nombre de 24, auxquels vinrent se joindre les hauts employés des mines.

Ensuite, un Comité révolutionnaire fit savoir que la révolution sociale était proclamée dans toute l'Espagne. Figols vivrait dorénavant en état de communisme libertaire, avec le drapeau rouge et noir sur son hôtel de ville. L'argent serait aboli ; les habitants pourraient obtenir ce dont ils avaient besoin à la cantine de la mine, sur présentation d'un bon signé par le Comité révolutionnaire ; celui-ci priait la population de ne pas trop abuser de ce droit. Il n'y eut point d'abus puisque pendant les 5 jours que dura le communisme libertaire, il n'a été consommé, à la cantine, que pour 2.500 pesetas, somme excessivement minime si l'on tient compte du prix de la vie en Espagne.

Le directeur des mines et le curé du village durent livrer les armes qu'ils avaient chez eux ; mais aucun mal ne leur fut fait, et ils gardèrent les importantes sommes d'argent qu'ils avaient en leur possession.

Bientôt des troupes commencèrent à se masser autour de la partie basse du village. Du côté révolutionnaire, des milices volontaires furent formées, surveillant les mouvements de l'ennemi.

Le Comité révolutionnaire qui s'était nommé lui-même devait régler les questions de production et de consommation. Des équipes descendirent dans les mines pour assurer les travaux d'entretien. Des élections furent faites au suffrage universel pour désigner le Conseil de la nouvelle « Commune libre ».

Manuel Prieto se rendit clandestinement à Barcelone afin de s'assurer l'appui du prolétariat de cette ville ; il en revint sombre et attristé ; il n'avait pu obtenir aucune promesse de soutien pour le mouvement de Figols. Dans la nuit, les insurgés se réunirent et décidèrent que les plus compromis fuiraient dans la montagne, tandis que les autres iraient le lendemain se rendre à la troupe. La « commune libre » de Figols avait vécu.

La solidarité

Quelques grèves générales de solidarité avaient éclaté dans de grandes villes comme Valence, Alcoy, et surtout Malaga où il y eut même une tentative d'interrompre le trafic des chemins de fer. Séville se mit en grève également mais fut immédiatement occupée militairement et surveillée par des autos blindées et des avions. Ces grèves ne durèrent pas plus de 24 heures.

Barcelone se mit en branle quand le mouvement du Llobregat était terminé. Les syndicats barcelonais proclamèrent une grève générale de 24 heures pour protester contre les arrestations en masse exécutées par ordre gouvernemental contre des militants syndicaux très estimés. La grève avait comme second motif la suppression en fait de « Solidaridad Obrera » qui, dix jours de suite, fut confisquée à l'imprimerie, avant d'être mise en vente. La grève fut imposante par sa cohésion.

50 militants anarchistes et syndicalistes parmi lesquels Ascaso, Durutti, Cano Ruiz, au lieu de prendre les précautions élémentaires d'usage, ne trouvèrent rien de mieux que de se réunir dans deux cafés du Paralelo, rendez-vous habituel des révolutionnaires. La police les y cueillit sans aucune peine. Par contre, une assemblée de syndicalistes, surprise par les « gardes d'assaut », se battit avec eux en tuant un.

Une grande quantité de détenus fut enfermée sur le transatlantique « Buenos-Aires » et complètement isolée du monde extérieur. Ils sont actuellement en route vers l'odieuse île de Fernando Po, au fond du golfe de Guinée, sous l'Equateur, sans qu'aucun procès ne leur ait été fait, sans même que le gouvernement ait pris la peine de leur appliquer les formalités prévues par la « loi de Défense ». Ils sont déportés pour un temps illimité, par simple ordre du gouverneur de Barcelone !

Résultats

Comme on le voit, ce mouvement fut chaotique et désordonné. Les leçons de l'insurrection de Séville et de la grève générale de septembre à Barcelone n'ont pas profité à nos camarades espagnols. Cette action du prolétariat a pourtant arraché au gouvernement Azana l'expulsion des Jésuites et le semi-départ du général Sanjurjo, chef de la garde civile, nommé à la place chef des carabiniers.

Faibles résultats quand on les compare au découragement, à la démoralisation, aux déportations et aux capitulations sans combat, que ces événements ont valu au mouvement ouvrier.

Anarchistes et syndicalistes commencent à payer cruellement l'abandon où ils ont laissé le travail de désagrégation de l'armée. Avec beaucoup de cou-

rage et de vaillance, les ouvriers espagnols de Figols et de Sallent parvinrent à dominer la garde civile et les somaten ; mais il a suffi que l'armée et sa technique moderne se montrent pour que la disproportion des forces saute aux yeux et qu'il ne reste plus aux révolutionnaires qu'à se disperser ou se rendre sans combat.

Les anarchistes s'isolèrent des syndicats dans cette lutte ; la C.N.T. a assez le sens des réalités pour comprendre qu'à l'époque de la radio, de l'aviation, de la guerre chimique, on ne peut plus faire d'insurrection « village » par « village » mais elle n'a pas assez d'esprit créateur pour commencer enfin une besogne de préparation dans les entreprises qui dresserait un mouvement prolétarien d'ensemble. Quant aux dirigeants de l'U.G.T., ils approuvèrent toutes les mesures de répression.

L'expérience du « municipio libre », de la « commune libre », a donc été tentée, sur une échelle très réduite il est vrai. Les partisans du communisme libertaire ont mis sur pied un régime social où les syndicats n'eurent pas de place : ce fut, d'une part la dictature d'un Comité anarchiste portant, textuellement, à « la connaissance du prolétariat que quiconque ne serait pas d'accord avec le but que poursuit notre idéologie serait responsable de ses actes » (manifeste de Sallent), — et ce furent, d'autre part, des élections faites au suffrage universel, ce qui fait retomber ainsi, sinon dans le parlementarisme, tout au moins dans l'électoralisme municipal.

Pleine de son triomphe, la bourgeoisie frappe, tuant parfois, déportant surtout. Quelles que soient les erreurs de nos frères de classe espagnols, ils ont lutté contre la tyrannie de la bourgeoisie, et se sont dressés contre le retour des féodaux. Le devoir du prolétariat international est de les défendre contre la sanglante République des Azana et des Largo Caballero.

L. NICOLAS.

Protestations contre la loi scélérate

Le *Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme* de janvier de la fédération de la Drôme, contient un article de son président, E. Reynier, sur « la Révolution contre-révolutionnaire ». Il y est dit :

L'acte décisif, qui doit dessiller tous les yeux, c'est cette loi de défense de la République, *récemment votée par toute la gauche, y compris les socialistes.*

Il tombe sous le sens que cette loi n'est point destinée uniquement à combattre tout projet de restauration du régime déchu, ou toute propagande en sa faveur ce qui serait compréhensible.

Elle a pour but évident de mater aussi tout mouvement ouvrier, syndicaliste, révolutionnaire. Et elle en livre la répression à la police seule (*art. IV*).

... *Aggravation : la loi* vient d'être incorporée à la Constitution. *C'est la dictature permanente, définitive. C'est là un fait énorme.*

Nous espérons que la Ligue et le Comité Central élèveront la protestation vibrante qui est nécessaire.

D'autre part, l'*Etudiant Socialiste*, parlant de l'article de la *R. P.* sur la loi scélérate, déclare qu'il est une « *protestation véhémente et malheureusement justifiée* ».

L'ACTIVITÉ SOCIALE DE L'EGLISE

Le Congrès du christianisme social

Les milieux qu'on nomme en France « protestants » font paraître une revue dénommée : « Le christianisme social ». Le numéro d'octobre-novembre 1931 contient un compte-rendu détaillé du Congrès du christianisme social des pays latins, tenu à Genève du 29 septembre au 2 octobre 1931.

En lisant cette étude on se rend compte que le souci dominant des milieux protestants est d'ordre **social.** (Tout comme celui des catholiques d'ailleurs, — d'après la dernière encyclique du Pape).

Voici les questions principales qui furent débattues au Congrès :

1° Le désarmement ;

2° Le chômage, ce qui amena l'étude de la crise agricole, de la crise internationale, de la surindustrialisation ;

3° La législation sociale et le respect de la personnalité ;

4° Enfin, une question dont le titre nous paraîtra puéril, mais qui cache un conflit grave : Comment peut-on christianiser le régime industriel ?

Et voici textuellement le résumé des débats, tel que le donne la revue protestante :

Disons que M. *Lescaze* a prêché le *libéralisme économique*, la collaboration entre patrons et ouvriers. Il croit que l' « *organisation professionnelle* » fera pénétrer le principe de solidarité chrétienne dans la vie sociale, ce à quoi M. Lasserre a répondu vivement qu'avec ce système la direction et le profit appartenaient encore au capital — et qu'il était pour la disparition des classes et non pour leur collaboration impossible. Disons encore que M. *Pierre Reymond* a soutenu le point de vue *syndicaliste et socialiste chrétien* avec une fougue et une foi qui, à plusieurs reprises, ont soulevé l'auditoire.

La discussion, très courtoise d'ailleurs, a révélé qu'il y avait dans la salle des tenants ardents des deux systèmes économiques préconisés.

Sur la troisième question, le professeur Lasserre, rapporteur, pose les deux affirmations suivantes :

Le vrai fondement du respect de la personne humaine est l'Evangile du Christ. Au contraire, le capitalisme industriel, si on lui laisse toute liberté, aboutit à une effroyable exploitation et oppression de la classe ouvrière.

Et la revue ajoute :

M. Lasserre conclut : « Nous applaudissons aux résultats de la législation sociale, car nous savons ce qu'elle a coûté d'efforts et de sang. Mais elle ne suffit pas. Elle ne change pas dans son fond le régime capitaliste.

Sur le deuxième point, le Congrès a entendu les déclarations suivantes :

Le rapporteur, M. Philip fait une critique de la rationalisation américaine. Il prétend que les magnats n'ont jamais eu une politique de hauts salaires. Les salaires ont été, au contraire, en diminuant par rapport à la production. Quand la rationalisation se généralise, elle diminue les salaires,

Mais la cause du chômage est évidemment dans la prospérité même de la production. Le chômage est une crise de prospérité et, donc, de distribution.

M. Philip préconise comme remèdes : a) *l'assurance-chômage* qui ne résoud pas le problème, mais ne peut être écartée ; b) *le contrôle par la collectivité de toutes les entreprises.* Il faut un ordre économique. Il faut la *socialisation de la puissance,* qui est, en régime actuel, entre les mains de quelques individus ; et la *socialisation du profit* qui pourrait être d'abord en partie réalisée par des actions de contrôle de l'Etat. Il faut substituer à l'économie dirigeante *l'économie dirigée.*

Le Congrès enfin décide de fonder une « fédération du Christianisme social dans les pays latins », « parce que nous sommes tous minoritaires, noyés parmi des masses catholiques... parce que nous sommes tous calvinistes, ayant et ne voulant qu'un minimum de rites et de hiérarchies ! »

Ces extraits, un peu longs, mettront nos camarades au courant d'un état d'esprit qui nous est peu connu et que nous devons étudier. Tout comme nous devons nous attacher à suivre de près le mouvement social-catholique — plus dangereux, parce que plus puissant et soumis à une dictature beaucoup plus ancienne que celle du prolétariat — beaucoup mieux organisée, et qui, hélas ! a fait ses preuves. Le mois prochain nous parlerons de l' « Ordre de Jésus-ouvrier ».

Marie GUILLOT.

Les socialistes organisent un voyage d'études en Espagne.

C'est très bien, mais iront-ils voir les bagnes où sont détenus, sans jugement, les militants ouvriers ?

Sur "les ravages des méthodes Staliniennes dans nos rangs".

J'ai reçu, d'Aufrère et de Godonnèche, la lettre suivante à propos de l'un des *Faits du Mois* du précédent numéro :

En effet, camarade Louzon, les ravages continuent ; mais ils sont surtout l'œuvre des staliniens honteux qui, à tout propos et hors de propos, s'en vont répétant qu'il n'y a pas d'unité possible sans les communistes. Aussi ces farouches ex-minoritaires ont-ils droit maintenant à tous les égards de la presse dite communiste. Ils ne sont plus les « traîtres », les « agents de la bourgeoisie », etc., que l'on a traînés dans la boue pendant des années ; ils deviennent de « sincères » révolutionnaires qui se sont trompés, qui se trompent encore un peu, mais que l'on pardonne et qui ne demandent, pour la plupart, qu'à se faire pardonner encore plus.

Certains, après le vote de la motion anti-unitaire de Magic-City, ont été, durant quelques heures, pour l'abandon, par la minorité, de la C.G.T.U. à son triste sort ; puis, se ressaisissant sans doute, ils sautèrent sur le premier prétexte pour se cramponner à ce qu'ils étaient prêts à abandonner quelques minutes avant. C'est le devoir de chacun de réfléchir avant d'agir, bien sûr. Mais nous avons connu de ces hésitants, il y a déjà quelques années, hésitants qui, à ce moment-là aussi, n'attendaient qu'un prétexte pour se cramponner... ailleurs.

Vous nous permettrez, camarade Louzon, de rire de ces pirouettes et de n'accorder à ces camarades que le crédit qu'ils méritent.

Quant à la question d'avoir publié, chez les typos unitaires parisiens, un tract « qu'on aurait dit sorti en droite ligne des officines de l'Humanité *», elle ne nous gêne pas. L'intéressé sait, et savait très bien avant de vous communiquer ledit tract, que nous n'avions pas participé à sa rédaction, que nous n'en avons connu le texte qu'alors qu'il portait déjà nos signatures. Nous n'avons pas protesté publiquement alors pour ne pas donner des armes à ceux que nous considérons comme les pires ennemis de l'unité syndicale. C'est par conséquent pure démagogie — et bien « stalinien » en effet — de la part de votre informateur d'en avoir excipé auprès de vous contre nous. Nous pourrions aussi, à titre de membres du « Noyau », nous retourner vers « l'informé » et lui demander de s'entourer à l'avenir de plus de garanties avant de publier dans la* R. P. *des papiers du goût de celui qui nous occupe.*

La fureur de votre filet, camarade Louzon, se trompe d'adresse en ce qui nous concerne. Nous avons été trop victimes nous-mêmes des « méthodes staliniennes » pour en user ou les approuver. Mais cette fureur ne serait-elle pas surtout le fait que vous-mêmes, camarade Louzon, voyez beaucoup plus la question de l'unité syndicale en « partisan » qu'en syndicaliste ?

Je ne veux retenir de cette lettre de nos camarades qu'une chose, l'essentielle, et qui m'a fait le plus grand plaisir. C'est que les deux membres du noyau de la *R. P.* dont les noms figuraient parmi les signataires du tract des typos partisans du retour à la C.G.T., n'ont pas pris part à sa rédaction, ne l'ont pas signé, et... n'en prennent pas la défense.

Ce m'est personnellement un grand réconfort de savoir qu'aucun membre du noyau de la *R. P.* n'a de responsabilité dans cet emploi des méthodes staliniennes, mais la question dépasse le cercle du noyau de la *R. P.*, et s'applique à toute la minorité syndicaliste. Dans la situation difficile où l'avortement, momentané, du mouvement pour l'unité a mis les syndicalistes révolutionnaires, c'est une question de vie ou de mort, que ceux d'entre eux qui se trouvent, pour l'instant, séparés sur une question de tactique, les partisans de la rentrée à la C.G.T. et ceux du maintien à la C.G.T.U., n'emploient les uns à l'égard des autres que des armes strictement loyales.

R. L.

Comme Lénine... ou comme Mussolini ?

Programme de la station radiophonique de Moscou-Stchelkovo :

1er fév. — 19 h., en *allemand:* Staline, sa vie et son activité.
20 h., en *anglais:* Staline, sa vie et son activité.

2 fév. — 19 h., en *hollandais:* Staline, sa vie et son activité.
20 h., en *français:* Staline, sa vie et son activité.

3 fév. — 19 h., en *tchèque:* Staline, sa vie et son activité.
20 h., en *suédois:* Staline, sa vie et son activité.

6 fév. — 21 h., en *espagnol:* Staline, sa vie et son activité.

Une simple question : Lénine aurait-il toléré qu'on fasse cela pour lui, de son vivant ?

DES FAITS...

Hygiène et Rationalisation [1]

Pour des raisons, qui se comprennent facilement, il n'existe, pour ainsi dire, pas de renseignements statistiques sur le nombre et le genre de maux, que provoque la rationalisation chez les ouvriers.

LES EFFETS EN AMÉRIQUE

Se basant sur des observations et des études approfondies, faites dans diverses entreprises, grandes et petites, (Ford, Worthington, etc.), Mayer Daxlanden arrive aux conclusions suivantes :

Le monotone travail à la bande, au convoyeur, à la table mobile, qui nécessite une attitude particulière, entraîne, sans aucun doute, des maladies pour le corps humain. Celà parce que les organes internes sont déplacés de leur position normale par les mouvements spéciaux et invariables, imposés par la machine. Il en résulte le dépérissement des muscles qui ne participent pas au travail et, en même temps, le développement excessif d'autres muscles et tissus qui travaillent trop ; il en résulte également le déplacement des reins, des intestins, etc.

Ce travail fatigant, rapide et demandant une grande tension présente de gros inconvénients pour les femmes, surtout au point de vue de la vessie et des reins. Le fonctionnement de ces organes est sous l'influence étroite des centres nerveux ; aussi on peut facilement en suspendre le fonctionnement lorsque le travail ne doit être ni ralenti ni interrompu.

Ces suspensions ont des conséquences diverses au point de vue sanitaire : tout d'abord la constipation chronique et, en relation avec elle, la résorption des secrétions intestinales ont une influence très fâcheuse sur l'ensemble de l'organisme ; elles produisent en outre un autre phénomène, encore plus dangereux par ses effets : l'engorgement de l'intestin et de la vessie comprime et déplace les organes génitaux, qui se trouvent entre la vessie et le rectum ; il peut en résulter de graves inconvénients pour les fonctions sexuelles de la femme.

La vue

Le mouvement continuel des pièces que l'on a à travailler réclame un gros effort des yeux et les fatigue. Cette tension du regard entraîne fréquemment des maux de tête douloureux, du vertige et des vomissements. Les ouvriers et ouvrières d'Amérique, dit Mayer, portent trop souvent des lunettes. Sur 1200 jeunes filles de 16 à 30 ans qui travaillaient à une bande mobile dans une fabrique de biscuits, il n'y en avait que quelques-unes qui avaient des verres en entrant à l'usine, mais après un an il y en avait déjà 731.

Bien que le personnel des grandes entreprises ait nettement diminué pendant les cinq dernières années (1924-1929) (ainsi l'American Machine and Foundry C° de Brooklyn qui employait encore 2084 ouvriers en janvier 1921, n'en avait plus que 290 en mars 1930 pour une production à peu près équivalente) les maladies industrielles ont considérablement augmenté.

Les nerfs

Le travail à la chaîne a engendré des formes de maladies professionnelles qui n'avaient jamais été connues ou observées auparavant.

Le système nerveux, avec ses fines ramifications, sa grande sensibilité aux impressions extérieures a été complètement ébranlé chez les ouvriers par les méthodes de rationalisation. Il en est résulté des effets qui rentrent dans le cas des maladies nerveuses industrielles. Il faut citer en premier lieu la « Neurose industrielle ». A ce point de vue, quelques chiffres, fournis par une Compagnie d'Assurances privée des Etats-Unis, présentent de l'intérêt ; pendant les années 1926 à 1929 les maladies nerveuses et cérébrales ont augmenté chez les assurés dans les proportions suivantes : en 1926, 39 cas de maladies cérébrales sont enregistrées ; en 1929, 55. Les maladies de nerfs (qui sont souvent le premier stade des maladies du cerveau) ont progressé de 696 en 1926 à 870 en 1928. Le nombre des suicides, dont les maladies nerveuses sont une des principales causes, a également considérablement augmenté. Le nombre des aliénés, d'origine ouvrière aux Etats-Unis, a crû de 9,3/4 % depuis 1920, et surtout dans l'Est industriel.

Ici encore quelques chiffres qui mettent en évidence la progression constante des neuroses industrielles dans quelques cas concrets : chez les 3.000 ouvriers de la Worthington Pump Machine C°, les cas de maladies classées par le médecin de l'usine parmi les « ébranlements nerveux » représentent les pourcentages suivants : en 1926, 12 % de l'ensemble des maladies constatées ; en 1927, 18 % ; en 1928, 29 %, et en 1929, 34 %. Sur les 1200 jeunes filles déjà citées, de 16 à 30 ans, c'est-à-dire étant à la fleur de l'âge, en pleine résistance, il y en eut 856 qui furent traitées pour maladies nerveuses après huit mois de travail à la bande mobile, où elles n'avaient à exécuter que de simples manipulations (sorties, comptage, entrées, empaquetage, pose d'étiquettes, etc.).

Mayer Daxlanden indique un autre effet du travail à la chaîne, qu'il qualifie de social et que nous appellerons psychopathique. Quatre jeunes ouvriers et ouvrières, qui ont cessé leur travail et qui se sont remis de leur épuisement physique au bout d'un certain temps, ont été atteints d'une maladie que Mayer dénomme « Phobie ». Cette maladie consiste en une crainte insurmontable de l'usine rationalisée, avec chaîne au rythme rapide, et travail monotone, tuant l'esprit. Cette « Phobie » ou, comme nous l'appellerons, cette neurose d'angoisse rejette ceux qui en sont atteints hors du droit che-

(1) Depuis la crise les bourgeois n'osent plus parler de la « rationalisation », le nouveau dieu qui devait tout arranger. Celle-ci n'en continue pas moins ses terribles effets, et nous ne devons cesser de les dénoncer. Les pages qu'on va lire sont traduites d'un livre intitulé : *Rationalisation et hygiène ouvrière*, qui va paraître incessamment en Allemagne.

min ; le nombre des cas criminels, « la vague de crimes » montent. En 1929, 2931 jeunes filles de milieux ouvriers furent condamnées dans la ville de New-York, contre 1231 en 1920. « Ces individus sont malades, à moitié mécanisés ; il souffrent de l'angoisse du travail, maladie nerveuse créée par le travail à la chaîne, qui n'est pas encore assez observée mais montre déjà ses résultats dans les statistiques des usines. » (Mayer).

LES EFFETS EN ALLEMAGNE

Dans l'Union textile, et dans l'Union des imprimeurs allemands, on peut indiquer une augmentation de 270 % des jours de maladies pour l'année 1925, année où on rationalisa à force. D'après la statistique des caisses de maladies en Allemagne, le nombre des cas de maladies (pour un même nombre de membres) a augmenté de 20 %, celui des jours de maladies de 15 %.

D'après les compte-rendus de l'Union des caisses de maladies allemandes, 43,2 personnes sur 100 assurés furent incapables de travailler par suite de maladie en 1924 ; cette proportion est montée à 53,6 en 1927. Que l'introduction de la rationalisation capitaliste soit la cause principale de cet accroissement, des médecins bourgeois eux-mêmes sont obligés de le reconnaître. Le professeur Fetscher écrit dans « La Caisse de la maladie allemande » (n° 29 - 1929) : « Il est fortement à craindre que la soi-disante rationalisation des entreprises ne conduise à un épuisement néfaste de la force nerveuse. »

Quelques chiffres encore qui le confirment :

De l'annuaire 1928 de l'Union des ouvriers du textile, il résulte que pour une faible augmentation du nombre des membres, l'Union a dû payer les sommes suivantes pour assistance aux malades :

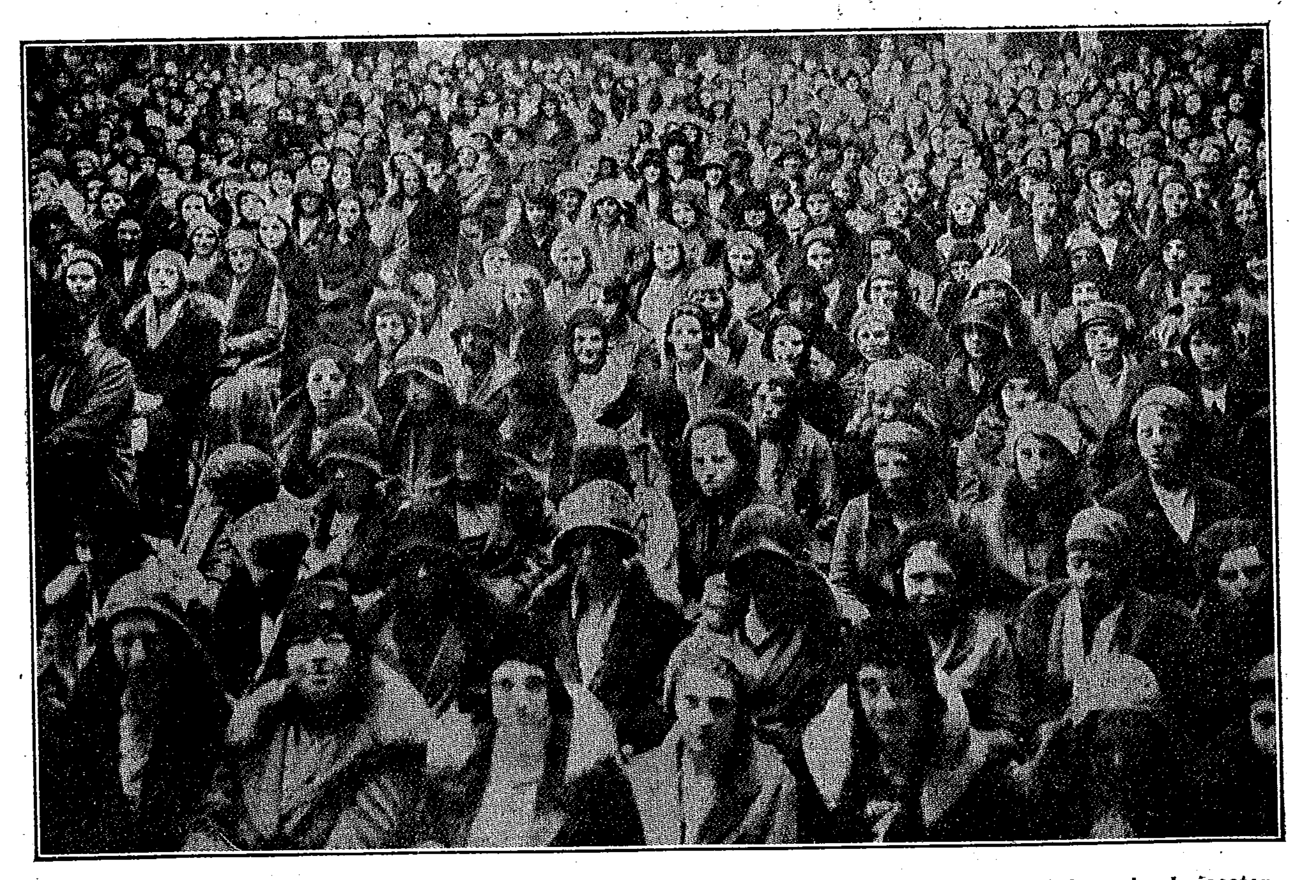
1926 : 534.961 RM.
1927 : 644.802 RM.
1928 : 1.201.425 RM.

Le nombre des membres qui ont reçu un secours de maladie a été porté de 4.915 en 1926 à 78.531 en 1928.

La rationalisation conduit directement à une complète dégénération physique et morale de la classe ouvrière. Il est grand temps de s'y opposer.

Dr Paulette BRUPBACHER.

Des femmes qui défendent leur santé !!!



Dix mille femmes se sont mises en grève dans les usines de bonneterie de la région de Leicester (Angleterre) parce qu'on voulait leur appliquer le « système Bedaux », dernier cri de la rationalisation, système perfectionné de travail à la tâche.
La photographie ci-dessus représente un de leurs meetings.

Parmi nos Lettres

Critiques et suggestions On se rappelle que nous avions publié une lettre demandant qu'on elargisse le cadre de notre revue en traitant de questions d'ordre général, notamment de cinéma et de radio, et que cette suggestion nous valut deux réponses, publiées le mois dernier, toutes deux très nettement défavorables.

Notre camarade réplique :

J'ai vu ce que disent Caruel et Chapon. Il ne s'agit que de s'entendre. Nous sommes d'accord pour ne pas faire magazine et pour rester « classe ». Mais il ne faut tout de même pas être malin pour voir que le cinéma et la radio touchent à notre vie de classe. Ils sont autant que la presse des organes de la propagande bourgeoise — de cette propagande insidieuse si dangereuse. Une revue syndicaliste a donc à étudier d'un point de vue ouvrier le cinéma et la radio ; ils peuvent être un moyen de plus d'abêtir la classe ouvrière ou de la libérer... A nous de profiter des occasions qui s'offrent pour le montrer... Sans doute faut-il voir dans l'opinion de nos camarades une manifestation de cet ascétisme militant si respectable et pourtant par certains côtés si suranné qui fait que beaucoup d'entre nous, révolutionnaires sur le terrain des idées, sont des réactionnaires dans le train-train de chaque jour. Ils pensent que le cinéma, la radio, le sport, c'est de l'amusement. Sans doute ; mais lire le journal aussi, de l'avis de ma grand'mère. Pour moi, je me dis que puisque tout cela existe et sollicite l'ouvrier, le syndicalisme se doit d'avoir un œil sur ces secteurs qui, après tout, ne sont pas si « calmes », et une revue syndicaliste doit avoir une page de temps à autre pour dénoncer les capitalistes du cinéma, le faux-art cinématographique et les quelques efforts qui se font jour parfois. Et pour la radio aussi. Et même pour les sports (les petits prolétaires que l'on appelle au sport bourgeois sont aussi intéressants pour leur classe que ceux que l'on appelle dans l'armée bourgeoise).

Quant à l'idée de Chapon, de biographies des militants disparus, elle me parait très bonne.

***

La fin du Comité des 22 A propos de la note sur les procédés de dictature, un militant de l'Enseignement nous écrit :

Ce qui m'indigne, c'est d'avoir été manœuvré (je maintiens le terme) par des manitous parisiens, faisant litière des engagements pris, ne consultant personne, décidant des tournants de gaieté de cœur. Vous avez bougrement raison de parler de dictature. Jamais on n'a vu la « direction parisienne » se foutant aussi bien des couillons de province. Ce que je dis là est la pensée de tous les minoritaires d'ici.

Notre camarade a tort de penser qu'il y a eu « manœuvre ». Mais ce n'est pas un des moindres inconvénients de tels procédés qu'ils font inévitablement soupçonner des manœuvres.

***

Une lettre de Russie Un de nos amis ayant reçu une lettre d'U.R.S.S. qui — par extraordinaire — a échappé à la censure, nous en communique les passages suivants :

En ce qui concerne la criminalité, je ne peux pas vous donner de réponse précise, car c'est une question dont je ne m'occupe pas particulièrement. Cependant, je crois qu'une grande partie des criminels nous viennent de l'époque de la guerre civile et de la famine, époque qui a donné naissance à une véritable armée d'enfants abandonnés, qui a fourni des assassins, des voleurs, des souteneurs et des prostituées. Cette armée s'est encore accrue durant les années de chômage, jusqu'à 1930.

Maintenant nous avons encore des crimes, mais pas très souvent, dont les auteurs sont des paysans en lutte contre les kolkozes et la misère. Bien entendu, nos journaux ne parlent que très rarement des crimes (ils n'en parlent que lorsque c'est nécessaire pour créer un mouvement d'opinion politique ou sociale) si bien que ce que nous en savons c'est seulement par les on-dit.

... Pour bien comprendre la vie réelle des russes, il ne faut pas être un touriste étranger, comme ceux que nous voyons quelquefois ici, sous le nom de « délégations étrangères » ; il ne faut pas non plus être un de ces ouvriers spécialistes étrangers, dont la situation ici, fait notre envie, à nous ouvriers russes, simples mortels. Non, pour sentir les « agréments » de notre vie, il faut être russe.

Dans ma précédente lettre je vous ai communiqué quelques prix, mais il ne s'agissait que de prix « légaux ». Or, ne croyez pas que nous achetons tout dans les coopératives et les magasins d'Etat. Souvent, il nous faut nous adresser au commerce privé et acheter alors au prix du commerce, car la ration journalière ne suffit pas. C'est ainsi que moi et beaucoup d'autres, nous avons dû réclamer pendant deux ans pour avoir un vêtement, une paire de souliers, du linge, etc..., et moi seul pouvait en recevoir, pas ma famille. Nous sommes donc obligés d'aller dans les magasins privés et y payer les prix du commerce privé.

Nous payons alors :

Pour un kilog de viande : 5 à 6 roubles, c'est-à-dire les cinq huitièmes ou les trois quarts de mon salaire quotidien ;

Pour un kilog de beurre : 20 roubles, soit deux journées et demie de salaire ;

Pour 10 œufs : 4 roubles, une demie journée de salaire ;

Un vêtement (veston et pantalon) : 150 à 200 roubles, un mois de salaire ;

Une paire de galoches : 25 roubles, trois journées et un huitième ;

Une paire de souliers : 50 roubles, six journées et quart ;

Etc., etc...

Voilà approximativement le tableau de notre « prospérité ».

N'oubliez pas que je suis parmi ceux qui sont assez bien payés, il y a des travailleurs qui n'ont que la moitié ou même le tiers de mon salaire, et ma famille n'est composée que de trois personnes ; mais comment fait le travailleur dont la famille se compose de cinq, six personnes et plus, et qui ne reçoit que 75,90 ou 100 roubles par mois !

Que pouvons-nous attendre des générations futures, alors que nos enfants sont anémiés et rachitiques ? Il y a quelques années, nous avons pu vivre à peu près : pendant les années de la Nep, de 24 à 28, nous pouvions vivre, mais il y avait du chômage ; actuellement, nous n'avons plus la Nep, nous n'avons pas de chômage, mais tout le monde a faim et tout le monde manque de tout.

Comment cela se fait-il ? C'est que si le chômage a cessé d'exister sur le papier, en revanche une grande quantité de bureaux de bluff, de fonctions inutiles au sein des usines, et une grande quantité de chefs de toutes sortes, détruisent notre prospérité, et font que l'exploitation des travailleurs est même supérieure à l'exploitation des pays capitalistes.

Même son de cloche D'une autre source, on nous communique la lettre suivante d'un vieux révolutionnaire, habitant la Russie :

Je suis surtout fatigué de vivre sans pouvoir avoir une chambre à moi et de ne pas avoir une vie normale à bien des points de vue. Si j'étais obligé de mener une vie misérable dans un but supérieur, je pourrai l'idéaliser, mais vivre ainsi toujours dans la même ville, avec la bouche close, non ! On ressent un certain besoin d'activité intellectuelle, ne le satisfairait-on que le soir, enfermé dans sa chambre, mais le manque de logements est tellement grave que je n'espère pas même en obtenir.

Ici, dans les villes la vie est en général très dure, mais néanmoins on arrive à vivoter ; dans les campagnes par contre, on doit se serrer la ceinture et cela sans trève ; beaucoup de paysans, surtout les jeunes, préfèrent l'usine et abandonnent les campagnes en masses, ce qui rend la culture plus difficile.

Au cours des dernières semaines, de nombreux licenciements d'ouvriers non qualifiés et peu qualifiés ont été effectués ; on espère que beaucoup d'entre eux retourneront dans leurs villages ; c'est douteux.

Le spectacle de ces renvois en masse est assez triste. On ne s'y attendait pas ; ils furent opérés sans scrupules, ni préparation ; on distribua un billet de licenciement portant les mots : « transfert dans une autre usine », sans indiquer où, cela pour ne pas avoir à payer l'indemnité de renvoi et le subside de chômage. Les bourses du travail n'agissent plus dans ce domaine. Pourtant dans certaines usines on embauche des ouvriers, mais ce sont en général des professionnels.

Dans une certaine mesure, la crise mondiale influe sur l'U.R.S.S. Les prix des marchandises exportables diminuent sur le marché mondial ; les mesures restrictives de certains pays bourgeois se répercutent également sur notre exportation ; les événements de Mandchourie ne promettent rien de bon pour l'avenir et doivent être un embarras sérieux dans le présent.

Toutefois, au moins pour le moment, on ne peut parler de crise, car on travaille partout, même trop. Il n'est pas rare qu'on trime dans les usines 16 heures de suite, sans que soient payées les heures supplémentaires ; l'histoire des « brigades de choc », quelle combine ! Mais bien des travaux ne donnent pas les résultats voulus ; les gens se fatiguent, travaillent mal, sans volonté ; la production se gâte, sa marche subit des heurts. On commence par faire des heures supplémentaires, puis vient la fatigue, on perd des journées, on tombe malade. C'est comme l'alcool, cela donne de l'énergie pour un moment, puis on reperd le tout.

*
* *

Un article de Fritz Adler Le camarade qui nous a communiqué l'article de Fritz Adler, dont on trouvera aux « Faits et Documents » un extrait, y joint les remarques suivantes :

Vous savez que je ne suis pas très fort en « doctrine », mais l'article m'ayant intéressé, j'attire votre attention dessus.

Ce qui m'a frappé, c'est d'abord qu'il corrobore théoriquement le sentiment provoqué en moi par la lecture de « la Septième République » de Pilniak, et de pas mal d'autres ouvrages apologétiques sur le plan quinquennal. En face de certaines pages de ces livres, je m'étais dit : Tu as lu des trucs comme ça chez des auteurs bourgeois célébrant l'effort colonial ; ce qui change, c'est qu'au lieu de suer et mourir pour la Civilisation et le Progrès, les travailleurs suent et crèvent pour le Socialisme et le Plan ! (tout ça avec des majuscules).

La situation en Allemagne Un camarade de la Suisse allemande qui a souvent l'occasion d'aller en Allemagne, nous écrit :

Il n'est pas du tout sûr qu'Hitler gouvernera. En général cependant, on le pense, et on se dit que le pouvoir l'usera. Mais il y en a qui estiment qu'une fois au pouvoir il y restera, comme Mussolini. S'il peut nourrir sa cohorte armée, il gouvernera indéfiniment.

Mais ce qu'on dit surtout d'Hitler, en Allemagne, est ceci : « Il fera la guerre à la France d'accord avec Mussolini, et cela nous délivrera ». Car la France est le bouc émissaire. C'est ce que nous rapportent des personnes qui reviennent d'Allemagne et qui y étaient en contact avec des petits bourgeois.

Par contre, jamais Hitler ne touchera à la grande propriété. On a, paraît-il, des documents qui seront publiés prochainement, établissant qu'il est en relations avec le Comité des Forges français. D'ailleurs les gens de gauche prétendent qu'Hitler fera la guerre non contre la France, mais contre la Russie, et cela en accord avec la France.

Quant à la situation économique, elle est terrible. Ma femme, qui revient de Berlin, dit qu'elle n'a jamais vu tant de mendiants. Des dizaines de mille de personnes vivent, en dehors de la ville, comme des troglodytes, soit dans de véritables cavernes creusées dans le sol, soit dans des abris faits avec de vieilles caisses.

J'ai vu dans une revue française que les Français seraient « statiques » et les allemands « dynamiques ». C'est stupide. Le fond est le même chez les deux peuples : ils veulent manger, dormir et ont la haine de l'étranger. La différence est que les allemands ont plus souffert que les français, et que pour cela, ils sont plus bêtes et plus déraisonnables. Qu'il y ait deux années de crise en France, et vous serez aussi bêtes et aussi déraisonnables. « Statique » est qui mange bien, « dynamique » qui est dans la misère. Mais ce dynamisme est destructeur et pas constructeur. On ne voit plus avec sa raison ; le ressentiment est tout ; on se contente d'avoir des boucs émissaires : bolchevisme, marxisme, juifs, français...

Ce n'est qu'après des luttes de classes terribles que la folie tombera, et qu'après, oui, on bâtira.

*
* *

Le fonctionnaire colonial Il y a, très certainement, un problème du fonctionnaire colonial. En France, les cloisons, longtemps étanches, qui séparaient le fonctionnaire du prolétaire de l'industrie privée, ont fini par tomber ; tous deux se sentent maintenant solidaires. Il n'en est pas de même aux colonies où le fonctionnaire, qui appartient à la race conquérante, s'estime extraordinairement supérieur au prolétaire, qui appartient à la race conquise.

C'est cette situation qui nous vaut de la part d'un de nos abonnés du Tonkin, Jacques Sternel, la virulente lettre que voici :

Les fonctionnaires d'Indo-Chine viennent d'adresser à différentes personnalités politiques un télégramme protestant contre le maintien du programme de grands travaux « inutiles en période de crise » (sic !).

Il faut que vous sachiez que les fonctionnaires ne sont nullement à plaindre. Ce ne sont pas du tout des prolétaires. Un professeur agrégé gagne ici cent mille francs par an, et ce sont ces professeurs-là qui se plaignent le plus.

Il ne paient pas d'impôts ou presque pas. L'impôt est payé ici par le paysan annamite qui crève de faim, et par l'ouvrier annamite qui gagne trois francs par jour. Archim-

baud qui n'est rien moins qu'un révolutionnaire écrivait ces jours-ci dans les Annales Coloniales *qu'en Indo-Chine la législation fiscale était un monument d'iniquité au détriment des indigènes.*

Et comment le fonctionnaire français traite-t-il l'indigène ? Par le mépris et le bâton. Un évêque catholique a dit autrefois que c'était à dessein que la Providence avait fait pousser le rotin à côté des fesses des annamites... Voilà l'évangile de nos fonctionnaires indochinois.

Dans les bureaux, c'est souvent le petit fonctionnaire annamite qui fait la plus grande partie de leur besogne, pour des appointements cinq, dix ou vingt fois moindres. Quand Varenne a voulu améliorer le sort de ceux-ci, il a vu se dresser contre lui toutes les Amicales françaises. Le gouverneur Pasquier vient d'être obligé de faire paraître une circulaire pour interdire aux fonctionnaires français de tutoyer leurs collègues annamites.

Quand les indigènes se révoltent, vous entendez tous les fonctionnaires français sommer le gouvernement de faire marcher les mitrailleuses et faire pleuvoir les bombes d'avion ; réclamer des cours martiales, des tribunaux d'exception, et se plaindre qu'on s'embarrasse trop de la légalité pour couper les têtes.

Après Yen-Bay, le premier journal qui a exigé ici une répression sans merci, fut le Petit Populaire du Tonkin, *organe de la fédération socialiste locale (dissoute depuis heureusement par le parti de France), mais organe surtout des petits fonctionnaires français, et qui était dirigé par le président actuel de l'Interamicale du Tonkin, un professeur agrégé à cent mille francs par an.*

Certes, les grands travaux profitent ici aux capitalistes, comme partout, mais ils profitent aussi aux indigènes, à qui ils donnent du travail et du riz. Actuellement, la famine règne dans la province de Vinh parce qu'on n'y a pas exécuté les travaux d'irrigation nécessaires qui assureraient la permanence et l'accroissement des récoltes. Quand les fonctionnaires d'Indochine disent : ne touchez pas à nos indemnités, et ne faites pas de grands travaux, ils prêchent égoïstement pour eux et ne se préoccupent pas de l'indigène qui a faim.

Tout sincère révolutionnaire, tout sincère socialiste ne peut pas être avec les fonctionnaires français d'Indochine, qui sont des coloniaux à la trique, pour la plupart.

En Indochine, un vrai révolutionnaire, un vrai socialiste ne peut être qu'avec l'indigène. C'est lui seul qui a le droit à notre solidarité, car c'est lui le plus malheureux et l'exploité.

*
* *

Vive la guerre ! Le camarade Aubin nous écrit :

Je suis en chômage depuis le 18 décembre. Cela me donne l'occasion de lire beaucoup de journaux à cause des annonces. Je lis même les chroniques financières pour passer le temps. C'est ainsi que j'ai relevé dans deux numéros successifs de Paris-Midi *les choses suivantes :*

2 février 32. — La Bourse cherche seulement à découvrir quelles entreprises pourraient être à même de bénéficier des événements d'Extrême-Orient. Le Suez pour son trafic Nord-Sud ? Hotchkiss pour ses mitrailleuses ? La Société Lorraine pour ses moteurs ? Elle a donc poussé hier le Suez à 14.165, Hotchkiss à 1.268, etc...

3 février 32. — Le marché qui était déjà calme, la veille, ralentit encore son allure et fait preuve de mauvaise humeur en face des perspectives d'une trêve entre les Chinois et les Japonais.

Pas mal, hein ?

A propos des élections britanniques Un camarade allemand qui a résidé longtemps en Angleterre nous fait part des remarques suivantes à propos des documents et articles publiés par la « R. P. » sur les dernières élections britanniques :

1° *Dans l'éditorial du* Daily Herald *que vous reproduisez, on lit : « Pas de récriminations, pas de divisions. L'unité est la chose essentielle, et nos rangs décimés doivent se serrer étroitement ». Depuis que le* Daily Herald *a écrit cela, cet espoir ne s'est pas réalisé. Il y a, actuellement, trois sources de querelles au sein du Labour Party. Les querelles entre les chefs du Labour et les membres de l'Independant Labour Party continuent comme toujours ; deuxièmement, un certain nombre de députés du Labour ont protesté contre les efforts faits pour introduire plus de discipline dans le parti : J. Wedgood a été jusqu'à dire que cette discipline était comparable à la suppression de liberté réalisée par l'Eglise catholique ; enfin, et c'est la chose la plus intéressante du point de vue de la R. P., quelques chefs de syndicats ont menacé de retirer l'adhésion de leurs syndicats au Labour Party si l'on continuait à regarder les syndicats comme quantité négligeable au sein du Labour Party : Swales, de la fédération des métaux (A.E.U.), a fait une telle déclaration au National Trade Union Club. Il vaut certainement la peine de s'occuper davantage de ces faits.*

2° *On a écrit dans la R. P. : « Il est probable que l'un des résultats des élections sera l'accroissement de l'influence de l'Independant Labour Party au sein du Labour ». Il me semble au contraire que c'est très improbable, pour les raisons suivantes : 1) L'I.L.P. s'est constitué à la Chambre en fraction indépendante et donc n'appartient plus à la fraction du Labour de la Chambre. 2) De tout ce que j'ai entendu dire par les leaders de l'I.L.P., il est plus probable que jamais que la séparation entre l'I.L.P. et le Labour sera réalisée. 3) Les anciens ministres travaillistes, battus à l'exception de l'un d'eux, ont été battus parce que les nationaux avaient seulement un candidat là où il y avait un conservateur et un libéral aux élections de 1929. Donc on ne peut pas conclure des résultats des élections que les électeurs du Labour Party sont en moyenne plus à gauche qu'en 1929.*

3° *Quant aux effets de la baisse de la livre, ce que le camarade Louzon appelle « les effets classiques » de toute baisse de monnaie ne se montrent pas. Les importations ont augmenté, les exportations ont diminué, le nombre des chômeurs continue à augmenter.*

Il est de fait que le résultat des élections britanniques pouvait amener soit un renforcement de l'influence de « gauche » au sein du Labour, soit la dislocation du Labour Party. Nous souhaitons fort que ce ne soit pas cette dernière solution qui prévale. L'unité du Labour, c'est l'unité de la classe ouvrière.

Quant aux effets classiques de la baisse de la livre, nous continuons à croire qu'ils se sont produits en Angleterre. La preuve nous en est fournie par l'accroissement relativement faible du nombre des chômeurs durant ces derniers mois, alors que le chômage croissait en Allemagne, aux Etats-Unis et en France dans la proportion formidable que l'on sait. D'autre part, en décembre dernier, les exportations ont augmenté de 213.000 livres et les importations ont diminué de 6 millions de livres par rapport à décembre 1930, alors que en moyenne, dans le courant de l'année, les exportations diminuaient, plus même que les importations.

UNE DISCUSSION UTILE

La vie et la mort des 22

Une lettre de Roger FRANCQ

Camarade,

Je lis avec étonnement dans la « Révolution Prolétarienne » certaines parties de votre historique du Comité des « 22 ».

Avec étonnement, car j'ai cru Monatte incapable « d'attribuer » sans preuve des « intentions » à des actes qui furent on ne peut plus clairs.

S'il ne s'agissait que de ma personne, je ne vous demanderai pas l'insertion de ma réponse, mais il y va d'un point d'histoire du mouvement pour l'unité qu'il importe aux militants de connaître avec véracité.

Je verse donc à votre historique le document suivant :

Paris, 2 mai 1931.

Chers Camarades,

Un départ brusqué m'oblige à vous remettre par écrit ce que j'aurai voulu vous déclarer de vive voix.

La campagne pour l'Unité prend actuellement sous la plume de certains militants du groupe des « 22 » une allure tendancieuse qui n'est ni dans le caractère d'un mouvement d'unité ni dans l'esprit des premières réunions des « 22 » ou des manifestes déjà parus.

Au moment d'un nouveau lancement, le dernier numéro du « Cri du Peuple » vient en effet d'ajouter à sa manchette la mention : « Organe de l'Unité syndicale ». Un article de Dumoulin et un autre de Monatte appuient ce lancement au nom de l'Unité. Cette intervention de deux membres du Comité des « 22 » en faveur d'un journal défendant une tendance du syndicalisme, tendance représentée au Comité par plusieurs militants, peut être interprétée comme l'adhésion du Comité des « 22 » à cette entreprise. Cela est inadmissible pour moi-même et sans doute pour beaucoup de ceux qui apportent leur concours à une tentative faite pour unir les travailleurs au-dessus des tendances et des partis politiques *et non pour renforcer l'une d'entre elles tout en polémiquant contre les autres.*

En outre, l'activité de plume et de parole de Dumoulin mêlant son action pour la défense de l'Unité à l'exposé de ses points de vue politiques et sociaux dans le Nord et dans « Le Populaire » ne fait qu'accroître la confusion.

Combattre l'ingérance du P.C. dans le syndicalisme et d'autre part, mêler le parti S.F.I.O. et les discussions sur la Révolution des Soviets à notre action, marque une contradiction flagrante à laquelle je ne puis m'associer même par le silence.

Autant je suis disposé à soutenir de toutes mes forces un mouvement d'Unité mené pour réaliser l'Unité syndicale de lutte des travailleurs et faire jaillir de l'immense cohorte des inorganisés ou des organisés les chefs qui manquent au prolétariat, autant je suis résolu à abandonner un mouvement qui dévie dans le soutien soit de tendances particulières, soit de journaux, soit de situations personnelles politiques ou syndicales.

En conclusion, je demande de prendre deux résolutions :

La première, c'est de déclarer par une note adressée à tous les journaux et qui devra notamment être insérée dans le « Cri du Peuple », que le Comité des « 22 » n'a autorisé aucun journal ou publication à se présenter comme l'organe de l'Unité syndicale au nom du Comité des « 22 ». Que les membres du Comité des « 22 » sont libres de collaborer aux journaux de leur tendance mais qu'ils n'expriment que leurs opinions personnelles et ne sont pas mandatés pour parler au nom des adhérents au mouvement d'Unité.

La seconde, est de remettre à la Conférence des adhérents au mouvement de l'Unité, qui doit être réunie en juin, la démission collective du Comité des « 22 » ainsi que de la Commission exécutive et de porter à l'ordre du jour de cette Conférence la nomination d'une Commission nouvelle composée de militants n'ayant pas pris une part active et publique aux luttes de tendance.

Il importe, en effet, pour assurer le succès du mouvement de l'Unité, qui d'après les résultats obtenus répond aux désirs de la masse, que les militants qui l'animent ne puissent être attaqués personnellement dans leur action passée ou présente, ce qui permet aux adversaires de l'Unité de faciles diversions personnelles nuisant au succès final.

Quand je me suis inscrit parmi les « 22 », à côté de certains militants dont je n'approuvais ni les attitudes ni tout le passé, j'entendais faire abstraction de mes opinions jusqu'à ce que l'Unité fut réalisée. Il était toutefois indispensable qu'en réciprocité, tous les « 22 » fissent de même. Telle n'est pas la situation actuelle puisque les partisans groupés au « Cri du Peuple », auxquels se sont joints Dumoulin et Monatte, continuent à mener leurs campagnes de tendance en même temps que leur action en faveur de l'Unité. Poursuivre un mouvement d'Unité dans de telles conditions est aller à l'échec ou tromper les travailleurs. Je ne puis m'y associer et considère indispensable de mettre fin à une telle situation.

J'espère donc que vous vous rendrez compte de la nécessité de prendre les deux décisions que je réclame de votre loyauté et de votre clairvoyance.

Un minimum de discipline « unitaire » parmi les « 22 » s'impose. Si des dispositions formelles ne sont pas prises à cet effet, je serai au regret de devoir me séparer de vous.

Croyez, chers Camarades, à mes sentiments fraternels.

* * *

Un mois avant cette lettre, le 5 avril, j'avais déjà exposé publiquement dans l'organe officiel de la Fédération Autonome des Fonctionnaires — hors de toute polémique ou de tendance — comment j'envisageais les possibilités de réussite du mouvement de l'Unité. De semblables exposés furent faits par divers membres des « 22 » dans le « Cri du Peuple ». Par la suite, me heurtant à une Commission exécutive, où j'avais été nommé sans qu'on me consulta, dont certains membres étaient tout aussi décidés à garder la direction du mouvement qu'à renflouer le « Cri du Peuple » en utilisant le courant pour l'Unité, je donnais finalement ma démission.

Voilà la vérité.

Quant aux fables d'un esprit trop imaginatif, j'y oppose le démenti le plus absolu.

Il n'y a pas de « loup garou » communiste dans tout cela.

Je n'appartiens à aucun parti politique ni à aucun Comité « Georges Valois ».

Je n'ai consulté aucun militant pour agir. Seul Piquemal qui m'avait engagé dans l'aventure fut tenu au courant de mes appréhensions.

Aurais-je consulté le parti communiste que je n'aurai aucune réticence à en faire l'aveu, ce parti étant — c'est un fait indéniable — la seule force révolutionnaire organisée dans le monde, ce qui tout de même devrait logiquement lui donner quelque autorité auprès d'un révolutionnaire comme vous.

Appartiendrais-je à des Comités Valois que cela ne me gênerait pas davantage de le dire puisque Georges Valois, de fasciste est devenu un observateur impartial et actif de la Révolution Russe, pendant que d'autres noms à côté desquels j'ai, comme vous le dites, apposé ma signature, ont eux aussi évolué dans le même temps entre des contraires : le scissionnisme et l'unité.

En réalité, l'échec du Comité des « 22 » tient autant à ses propres fautes qu'à ses adversaires.

Incapables de s'élever au-dessus des disputes individuelles, certains de ses membres ont polémiqué contre les uns et contre les autres.

Parti pour réaliser une « unité », il a servi des tendances et utilisé des scissionnistes.

C'était vraiment faire trop bon marché du bon sens populaire.

Le syndicalisme à 10 % persiste donc. Il continuera tant qu'on n'ira pas aux 90 % d'inorganisés avec des équipes neuves sans passé, sans rancunes.

Les événements les révèleront. Espérons qu'à ce moment les « anciens » les comprendront et les aideront.

Fraternellement.

Roger FRANCQ.

La réponse de MONATTE

Je ne suis pas fâché que Roger Francq ait versé dans la discussion la lettre-ultimatum qu'il adressait aux « 22 » le 2 mai 1931, qu'il ait rappelé son article du « Fonctionnaire Syndicaliste » du 5 avril. Cela me permettra en examinant ces documents mêmes de montrer moins sommairement que je ne l'avais fait dans mon étude, certaines difficultés de la vie intérieure du Comité défunt. On pourra ensuite se prononcer entre les « fables » de l'esprit trop imaginatif que je serais et la vérité selon Roger Francq.

Il n'est pas inutile de rappeler d'abord ce que j'ai dit de Roger Francq :

« Pourtant nous avions des gens bien parmi nous, Roger Francq, de l'Ustica, avait été amené par Piquemal. Nous ne nous sommes pas demandés sur le moment si l'Ustica aurait place dans l'unité syndicale ouvrière reconstituée. Mais assez vite, Francq s'est senti mal à l'aise parmi nous. Il nous a quittés sous d'assez piètres raisons. Il n'acceptait pas de se trouver à une même tribune que Dumoulin. Fichtre ! il avait bien accepté de mettre sa signature à côté de la sienne au bas de la déclaration du 9 novembre. En outre cet homme si difficile, ne figure-t-il pas dans des Comités de Georges Valois, qui voulait, il y a cinq ou six ans, nous faire avaler l'huile de ricin fasciste ? Les raisons invoquées par lui pour démissionner ne sont donc pas vraies. Quelles sont les véritables ? D'abord la pression sur lui du parti communiste. Ceci encore : un bourgeois qui va chez les ouvriers ne comprend pas qu'on l'y regarde en égal et s'en trouve froissé. Nous n'avions pas pensé à cela ni éprouvé le besoin d'avoir quelqu'un pour nous diriger ni pour établir notre programme...

« Le Comité des 22 avait besoin d'un organe au moins hebdomadaire pour s'exprimer, pour suivre le travail fait partout en faveur de l'unité, pour se défendre, pour attaquer. Mais il l'avait cet organe, allez-vous dire. Le « Cri du Peuple » n'était-il pas là ? Non, il ne l'avait pas. Ou plutôt quelques membres du Comité, particulièrement Roger Francq et la plupart des militants de la Fédération autonome des Fonctionnaires se refusaient à admettre le « Cri » comme organe du Comité des 22. En raison de ses polémiques contre les dirigeants unitaires. Pour démontrer le sérieux de son reproche et son aversion pour les basses polémiques, Francq devait en ouvrir une au sein même des 22, par lettres et par un article du « Fonctionnaire Syndicaliste », sans avoir l'élémentaire courage de venir s'en expliquer en face et de vive voix au Comité. Tout cela, j'y reviens, sous la pression du parti communiste. Le Comité a commis une faute en ne se servant pas mieux du « Cri du Peuple » qui avait été pourtant son véritable berceau. »

*
**

Avant d'entrer dans une discussion peut-être un peu touffue, je veux déblayer deux points précis.

Francq affirme qu'il n'appartient à aucun Comité Georges Valois. J'ai prétendu le contraire. Et je l'ai fait pour montrer que l'homme si difficile, qui, dans une lettre antérieure à celle du 2 mai, disait ne pouvoir figurer sur une même tribune que Dumoulin, n'était pas toujours aussi dégoûté.

J'ai parlé du Comité Valois, c'est-à-dire d'une action politique animée par Valois, non de l'éditeur Valois ; j'admets qu'un auteur n'ait pas à s'inquiéter des opinions de son éditeur. Non plus d'une collaboration à l'une des publications de la librairie Valois, bien que Roger Francq ait publié dans les « Cahiers bleus » du 2 mai 1931 — aussi le 2 mai — une conférence qu'il avait faite à Lyon le 28 février sur « l'U.R.S.S. et la crise mondiale » où il y avait pourtant cette parole, applaudie, parait-il, à Lyon : « Là-bas, en U.R.S.S., la population vit dans l'espoir de la réalisation de ce plan quinquennal. Quand on entend dire ici que ces gens souffrent, que ces gens sont malheureux, pour moi j'estime, excusez l'expression, que c'est une rigolade. » J'ai trouvé à l'époque que Roger Francq avait la rigolade bien facile. Mais ce n'est pas de cette collaboration aux « Cahiers bleus » que j'ai voulu parler. J'ai prétendu, et je continue à prétendre, qu'il appartenait, qu'il appartient à un Comité Valois. J'ai eu entre les mains diverses convocations d'un « Comité d'organisation rationnelle » portant cette mention : « Pour le Comité : Georges Boris, Charles-Albert, Henri Clerc, Raymond Cogniat, Georges Deutsch, **Roger Francq**, Jean Gandrey-Rety, Pierre Mendès-France, Georges Mer, B. Montagnon, G. Rodrigues, Sainte-Laguë, André Sauger, Georges Valois. »

Que Roger Francq ne se donne pas la peine d'ergoter. Qu'il ne prétende pas, par exemple, que ce Comité n'est pas un Comité Georges Valois, ou qu'on a disposé de son nom sans son autorisation. Il y a figuré pendant plusieurs mois et l'animateur de ce Comité est bien Georges Valois.

J'ajouterai même que je n'aurais pas pensé à en faire la remarque s'il n'avait eu cette moue : « Moi, Francq, à côté de Dumoulin !... »

Je laisse à ceux qui me lisent le soin de se prononcer entre mes « fables » et la vérité selon Roger Francq.

A un autre point maintenant.

Francq conteste qu'au premier rang des vraies raisons de sa démission il y ait eu la pression sur lui du parti communiste.

Il n'appartient à aucun parti, donc pas au parti communiste. Il n'a consulté aucun militant pour agir. Seul Piquemal a été tenu au courant de ses appréhensions.

Or, c'est justement Piquemal, qui savait ce qu'il disait, qui en savait même plus qu'il n'en disait, qui nous a déclaré à la séance du 2 mai 1931 du Comité des 22, cette séance où Francq lui avait promis d'être là et où lui, Piquemal, a défendu néanmoins ses deux propositions, en leur donnant, il est vrai, un sens assez différent, qu'une pression du parti communiste s'était exercée sur Francq et sur Barbusse, et que c'était là l'explication de l'attitude de Francq.

Le démenti que celui-ci m'adresse revient donc en réalité à Piquemal.

Commencez-vous à comprendre que la vie intérieure du Comité des « 22 » n'a pas été toujours rose ?

En dehors du jour de baptême, le 9 novembre 1930, je me demande s'il y a eu d'autres beaux jours. Et encore, au baptême nous eûmes vers la fin le petit coup de théâtre de Juin, déclarant que la base sur laquelle on se plaçait était celle de la Ligue syndicaliste et qu'il ne pouvait s'y associer. Il ne disait pas encore ce qu'il voulait exactement, mais il promettait de le dire prochainement à la Conférence du Comité, pour l'Indépendance et l'on pouvait deviner déjà que ce serait la rentrée pure et simple à la C.G.T.

Dans les commentaires qui accompagnent sa lettre-ultimatum, Francq parle de heurts au sein de la Commission exécutive, où il avait été nommé sans qu'on le consultât ; heurts avec « certains membres tout aussi décidés à garder la direction du mouvement qu'à renflouer le « Cri du Peuple » en utilisant le courant pour l'unité. »

Francq avait été nommé sur la proposition de Piquemal. Personne n'avait cru pouvoir y faire d'objection. Mais c'est tout et s'il croit qu'il faisait beaucoup d'honneur à cette Commission en daignant participer, assez irrégulièrement d'ailleurs, à son travail, forcément pratique, il se trompe.

Cependant, je ne me souviens pas de heurts vifs à la Commission exécutive, dont j'étais aussi, — et pas pour mon plaisir, mais collé là par mes camarades qui ne m'avaient guère consulté non plus. Francq, les fois où il y est venu, s'il y a parlé de polémiques personnelles, du « Cri du Peuple », de l'Unité avec plumet révolutionnaire, s'est probablement heurté avec « certains membres » mais ceux-ci n'en ont pas eu l'impression. Ce que c'est que d'avoir la peau dure ! Par contre, je garde un souvenir assez précis de heurts assez vifs au Comité même.

J'entends encore Piquemal, à notre toute première réunion après le baptême, et la veille de l'assemblée du 11 janvier, me décocher un sec : « Pas de question personnelle », après une interruption que je venais de lancer. Il venait de nous donner connaissance d'un projet de déclaration établi en accord avec Francq et de dire qu'il était une idée à laquelle ce dernier tenait beaucoup, c'était la condamnation des réformes formant entrave à la Révolution. Je n'avais pu me retenir de faire une remarque de ce genre : « De la part d'un membre du Conseil National Economique, ce n'est pas mal ! »

Au cours de la discussion, je devais expliquer ce que je pensais là-dessus. D'autres camarades aussi. Le syndicalisme n'a-t-il pas toujours mené de front les deux tâches, la réformiste et la révolutionnaire ? Il ne faut d'ailleurs pas confondre réforme et réformisme. Quelles sont donc les réformes qui risquent en 1931 de mettre entrave à la Révolution ? Les assurances sociales ? On se tromperait singulièrement. En tout cas, je me refuse à contresigner ça. Je ne vois pas en outre ce que ça vient faire dans notre déclaration pour l'Unité.

Sur d'autres points, le débat fut assez vif. Sur une certaine conception de la défense de la Révolution russe qui implique non seulement la défense du bolchevisme et du stalinisme, mais encore celle du parti communiste français. Sur les inorganisés. Sur l'Unité tout court. Ces dernières questions devaient revenir souvent sur le tapis.

Où et quand Francq a-t-il fait abstraction de ses opinions ou de ce qu'il appelle ainsi ? Du 9 novembre au 2 mai, date de son ultimatum, il ne semble pas s'être gêné pour les exprimer. C'était son droit. Personne n'a pensé à le lui contester. Pourquoi le conteste-t-il à d'autres membres des « 22 » ? Ce minimum de discipline unitaire qu'il invoque, nous l'avons observé infiniment mieux que lui. Nous avons supporté de sa part un langage qu'il était le dernier à pouvoir tenir. Dans l'intérêt de la campagne d'Unité, nous nous sommes contentés de ne pas accepter ses opinions quand elles ne nous paraissaient pas fondées, ou baroques, ou dangereuses, ou même injurieuses pour nous ; nous n'y avons pas répondu du tac au tac publiquement. Aussi ne suis-je pas fâché de saisir l'occasion qu'il me fournit aujourd'hui.

***

Prenons son article du « Fonctionnaire syndicaliste » du 5 avril, que j'ai d'ailleurs eu soin de reproduire dans l'Enquête sur l'Unité syndicale (R.P. de juin 1931), me doutant bien que nous aurions un jour à nous y référer.

Cet article débute par des considérations sur la Russie qui se terminent ainsi : « Tout le pouvoir aux Soviets n'est pas une vaine formule. C'est là-bas une réalité ». Le plus ortho des communistes russes reconnaîtra que Francq ne sait pas ce que c'est qu'une réalité, et que le pouvoir là-bas appartient non aux Soviets mais au parti. Nous dirons, nous, qu'il n'appartient même pas au parti, mais à une oligarchie bureaucratique dans le parti.

Il continue son article par un examen de la situation de la C.G.T. pour aboutir à cette affirmation inattendue : « Tant que les inorganisés ne viendront pas dans les syndicats, il ne faut pas prétendre avoir réalisé l'Unité. » Nous lui avions déjà

répondu que si nous acceptions son raisonnement nous ne serions pas près d'avoir réalisé l'Unité. Mais nous sommes moins ambitieux. Il nous suffit de ressouder les tronçons actuels d'organisations. C'est cela l'Unité syndicale. Une fois que ce sera fait, c'est alors que nous pourrons nous tourner vers les inorganisés avec de meilleures chances de nous en faire écouter.

Passant à la C.G.T.U. et à sa conception du front unique, Francq nous sert une formule renversée et renversante : « Vouloir le front unique avant l'Unité syndicale est en vérité vouloir mettre la charrue avant les bœufs. » Comme si le front unique ne se trouverait pas réalisé de lui-même avec l'Unité syndicale. Et si sa raison d'être n'était pas de remédier aux conséquences de la scission, de réunir pour un moment, en vue d'un objet précis, les divers tronçons de l'organisation. Pour tous les syndicalistes, le front unique syndical a sa place avant l'Unité, non après.

Francq pousse ensuite un couplet qui lui est cher contre l'Unité syndicale tout court. Les partisans de celle-ci y sont fameusement servis : « Un syndicalisme sans action efficace n'est plus qu'un ratelier pour les meneurs, un piédestal pour les aventuriers, une illusion funeste pour les cotisants. Tel serait le lot de l'Unité syndicale pour l'Unité. »

Ainsi, les camarades qui ne pensions pas comme Francq, nous avions le choix entre le ratelier pour meneurs et le piédestal pour aventuriers. Pour ma part, ayant refusé durant ma sacrée existence d'être permanent d'organisation, il ne me restait plus que le piédestal d'aventurier. Je me suis bien tâté. Je me suis senti toujours plein de faiblesse pour le dada de l'Unité syndicale tout court, de l'Unité pour l'Unité, de l'Unité à tout prix. Mais le piédestal d'aventurier, je l'ai offert gentiment au technicien Francq, au technicien en tout ce qu'on voudra, sauf en syndicalisme. J'ai dit, le 2 mai 1931, au Comité des « 22 », que je regrettais beaucoup que Francq ne fût pas là pour lui dire en face que de nous deux l'aventurier ce n'était sûrement pas moi, mais que c'était peut-être lui. Je l'écris aujourd'hui très tranquillement.

Vous avez vu la collection de merveilles que recélait l'article du « Fonctionnaire syndicaliste », merveilles qui nous avaient été déjà présentées au Comité.

*
* *

Arrivons aux deux points de la lettre-ultimatum du 2 mai.

D'après Francq, le « Cri du Peuple » commettait un abus de pouvoir en inscrivant dans sa manchette « organe de l'indépendance du syndicalisme et de l'**Unité syndicale** ». Nous commettions un crime, Dumoulin et moi, en appuyant d'un article un nouveau lancement du « Cri ».

Le « Cri » aurait peut-être commis un abus en inscrivant qu'il était l'organe officiel du Comité des 22. Encore, n'est-ce pas certain, parce qu'il était cela en réalité. Je puis même dire que s'il avait suffi d'avoir une majorité parmi les 22, et même une grosse majorité, pour donner au « Cri » cette consécration, elle lui aurait été acquise. Mais nous estimions que c'était une de ces choses qui ne se tranchent pas par un vote. Dans le même esprit, Chambelland, à la réunion du 2 mai, proposa que ce soit non le Comité des 22 mais le Conseil d'administration du « Cri » qui précisât le rôle de l'hebdomadaire.

D'après Francq, le « Cri » n'aurait été l'organe que d'une seule tendance, polémiquant contre les autres. Il a été au contraire pratiquement l'organe de toutes les tendances se réclamant de l'unité et s'il a mené des polémiques c'est contre les autres tendances hostiles à l'Unité. Je ne suis pas surpris que Francq ne se soit pas senti parmi les premières. Son unique participation au mouvement d'Unité aura consisté en définitive à déclancher au sein des 22 une polémique contre les éléments qui étaient déjà les plus attaqués par les tendances hostiles à l'Unité. Il a été leur allié de l'intérieur.

Dès le début de la campagne, les adversaires de l'Unité avaient foncé particulièrement sur quelques noms. C'est la règle de tout combat de porter l'effort sur les maillons principaux. S'ils rompent, tout est rompu. Dumoulin fut le principal attaqué. Parce qu'il était celui qui apportait le plus dans notre campagne. Que fallait-il opposer à l'attaque des adversaires ? Une solide résistance commune ? Au lieu de cela, lâchage d'abord. Capitulation après. On ira jusqu'à dire et écrire qu'on ne paraîtra pas sur la même tribune que Dumoulin. Ensuite, on voudra le débarquer. Ne se contentant pas de capituler on fait le jeu de l'adversaire.

Tout cela au nom de grandes considérations sur l'intérêt de la campagne d'Unité. L'intérêt de la campagne était de ne pas flancher. Au nom de nouvelles couches de militants. Francq ignorait tout comme nous s'il y avait de nouvelles couches. J'ai bien regardé, et à part trois ou quatre nouvelles têtes j'ai retrouvé ceux qui, depuis quelques années, sont toujours là quand il faut faire quelque chose. En tout cas, ce n'était pas à la veille des congrès confédéraux qu'on pouvait renouveller les « 22 ». Tout ce qu'il était possible de faire c'était de laisser la porte ouverte pour que celui qui ne se sentait plus à l'aise puisse porter ailleurs ses lumières.

Le Comité des 22 est mort, bien mort ; mais l'idée d'Unité est plus vivante que jamais.

S'il n'a pas fait plus, l'une des raisons, des petites raisons, car il ne faut rien grossir, c'est d'avoir compté dans son sein un Francq qui n'avait rien à y faire.

Jusqu'à la déclaration que nous fit Piquemal à la séance du 2 mai, je croyais simplement que Francq ne tenait pas le coup devant la campagne violente de « l'Humanité » et qu'il s'était d'ailleurs égaré parmi nous. Après cette déclaration, je fus bien obligé de penser que la pression était moins lointaine et plus directe.

Pas de loup-garou communiste au sein des « 22 », dit Francq. En effet, pas de loup-garou, mais un vrai loup ; en tout cas quelqu'un par qui le parti communiste faisait faire sa besogne de désagrégation du Comité des « 22 ».

P. MONATTE.

P.S. — Au numéro prochain la lettre de Piquemal et ma réponse.

LETTRE DE L'INTERNATIONALE

L'ORDONNANCE DE HINDENBURG ET SES PREMIERS EFFETS

Le 8 décembre 1931 le gouvernement Brüning, ou plutôt le président du Reich en personne — car l'application du paragraphe 48 de la Constitution a supprimé le régime parlementaire en Allemagne — a offert en cadeau de Noël aux ouvriers allemands une nouvelle « ordonnance de détresse ».

Cette ordonnance constitue une attaque beaucoup plus vigoureuse que les précédentes de la part de la classe capitaliste contre les salaires ouvriers et les traitements des employés et petits fonctionnaires. Elle décrète que les salaires et traitements ne doivent pas dépasser ceux du 10 janvier 1927. Or, janvier 1927 fut, en Allemagne, le début d'une augmentation de la production, et, à partir d'avril, cet accroissement de la production fut accompagné d'une augmentation peu à peu générale des salaires, qui étaient jusque là, à un niveau extraordinairement bas. La réduction de salaires, entrée en vigueur le 1er janvier 1932, correspond nominalement à une diminution d'au moins 10 à 15 % sur les salaires fixés par les contrats. En réalité elle est plus importante, car on travaille actuellement presque partout au ralenti : la diminution réelle des salaires atteint pour certaines catégories d'ouvriers jusqu'à 50 %.

En apparence, la nouvelle ordonnance ne supprime pas encore le **droit au contrat collectif** pour les syndicats allemands. Les patrons allemands ont, pour la plupart, compris que ce n'était pas nécessaire pour atteindre leurs buts ; la plus grande « élasticité » du droit au contrat collectif, préconisée par les ministres de Brüning, leur paraît bien meilleure ; les chefs réformistes des syndicats ont ainsi à subir de la part de leurs membres des protestations moins vives que celles que provoquerait, sans aucun doute, la suppression ouverte du droit au contrat collectif. La nouvelle ordonnance déclare donc simplement que les contrats en cours seront prorogés jusqu'au 31 mars, avec cette « seule » restriction qu'à partir du 1er janvier les salaires seront ramenés au cours du 10 janvier 1927. Les syndicats, et avec eux la masse des ouvriers, ont accepté, sans lutte, cette réduction des salaires. Les nouveaux salaires ont été, soit établis par les magistrats de conciliation, soit au moyen d'accords, soi-disant libres, entre les syndicats patronaux et les représentants des syndicats ouvriers. Pendant les jours qui précédèrent Noël, tous les conciliateurs, tous les directeurs d'entreprises et les chefs syndicaux étaient à leurs bureaux et calculaient, calculaient combien il faudrait enlever aux ouvriers conformément à l'ordonnance ! Les ouvriers murmurèrent bien, mais ils n'ont pas encore trouvé la seule issue féconde : la lutte décidée et, en commun, contre leurs exploiteurs et leurs oppresseurs.

Le gouvernement Brüning a su — et ce n'est pas la première fois — créer une certaine confusion dans les rangs des ouvriers grâce à l'appât d'une baisse générale des prix, décrétée en même temps que la baisse des salaires. Au premier chapitre de l'ordonnance, il est dit que les prix, aussi bien ceux du marché libre que ceux des monopoles, devaient être diminués d'au moins 10 %.

On remarquera que le pourcentage de réduction est ici précisé, tandis que les salaires peuvent, eux, être réduits de plus de 10 %. En outre, l'ordonnance contient un paragraphe, où il est spécifié que, si de trop grosses difficultés et de trop graves inconvénients économiques en découlent pour les entrepreneurs, des exceptions pourront être admises pour la baisse des prix. L'ordonnance ne s'applique pas non plus aux marchandises dont les prix sont fixés par des ententes internationales. Les ouvriers sont donc encore des dupes ; le gouvernement Brüning a d'ailleurs explicitement déclaré aux capitalistes qu'ils n'avaient rien à craindre de son ordonnance.

En plus du paragraphe sur la baisse des prix, l'ordonnance contient des clauses sur une baisse générale du taux d'intérêt, d'environ 2 %. Cette baisse signifie que sont déchargés d'une partie de leurs dettes, les grands capitalistes, lourdement endettés vis-à-vis de l'Etat. En revanche, elle frustre les petits épargnants et les possesseurs de fonds d'Etat d'une partie du revenu escompté.

Un autre subterfuge pour faire avaler la baisse des salaires et des traitements, est la baisse des loyers que prévoit l'ordonnance. Mais cette baisse de 10 % n'est valable que pour les anciennes maisons. Pour les nouvelles, dans lesquelles de nombreux ouvriers et petits employés ont, ces dernières années, été obligés de se loger, faute de place ailleurs, les prescriptions sont très élastiques : pour elles, la baisse du loyer n'est pas nettement décrétée, elle n'est pas obligatoire. D'ailleurs ces baisses de loyer étaient depuis longtemps devenues inévitables, car, en Allemagne, les loyers absorbent, dans beaucoup de cas, la presque totalité du salaire, et les renvois de locataires ainsi que les suicides après renvoi se multipliaient. En compensation de cette baisse, remise d'une partie de leurs impôts sera faite aux propriétaires.

Ces différentes baisses voient d'ailleurs leurs effets annulés par l'élévation de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Les capitalistes et les petits commerçants rejettent cet impôt sur la masse des consommateurs en augmentant leurs prix.

Enfin, des réductions de pension considérables sont prévues en ce qui concerne les mutilés de guerre et les accidentés du travail.

Cette aggravation des conditions matérielles de vie est couronnée par de nouvelles mesures politiques contre la population laborieuse ; par exemple, le port de l'uniforme et d'insignes, même sportifs, est interdit. Cette mesure semble viser les socialistes nationaux, mais les circonstances actuelles sont telles que les autorités et la police ferment très souvent les yeux s'il s'agit de croix gammées, tandis qu'elles sont très agressives lorsqu'il s'agit d'insignes ouvriers sportifs.

En dernier lieu, l'ordonnance instaure un commissaire à la baisse des prix. C'est une nouvelle

dépense pour l'Etat mais ce n'est pas une garantie de baisse. Le nouveau commissaire a jusqu'à présent tenu toutes sortes de conférences d'études ; il s'est mis en relations avec les représentants des différentes industries... mais il n'a abouti à rien. Il reconnaît lui-même dans son premier rapport d'activité qu'il s'est entretenu avec les représentants qualifiés beaucoup plus d'unifications de prix que de réductions, et qu'il n'escompte pas de gros résultats de ses entretiens. Une série de syndicats patronaux ont déjà déclaré qu'il ne pouvait être question pour eux de baisser leurs prix. C'est le cas pour les cigarettes, le chocolat et beaucoup d'autres articles de large consommation. Par contre, les Etats particuliers ont fait paraître de nouvelles ordonnances qui établissent des impôts spéciaux sur la margarine, la viande de boucherie, etc. ; si bien que le coût de la vie, en Allemagne, loin de baisser a augmenté.

La direction de l'Union Générale des Syndicats Allemands, en plein accord avec le comité directeur du parti social-démocrate, accepte cette ordonnance du gouvernement Brüning ; elle la présente aux ouvriers comme un « moindre mal » qu'il faut accepter pour en éviter un plus grand. La classe capitaliste ainsi n'a pas seulement atteint le programme qu'elle s'était fixé il y a un an, de faire baisser les salaires de 20 à 30 % ; elle l'a, en grande partie, dépassé. Les réformistes ont tout avalé et continueront de tout avaler. Les R.G.O. (syndicats rouges), organisés par le parti communiste, n'ont pas sû davantage conduire le prolétariat à la lutte. Par suite de leur tactique d'isolement et de destruction, ils n'ont eu à enregistrer que des défaites ; aujourd'hui, ils en sont arrivés à renoncer à toute action et à tout mot d'ordre lorsque — comme ce fut le cas au milieu de décembre pour les métallurgistes berlinois — le contrat collectif est expiré.

L'irritation et l'effervescence augmentent sans cesse dans les rangs ouvriers. Dans les réunions syndicales, par exemple, les fonctionnaires du parti social-démocrate eux-mêmes, ce qui ne s'était plus vu depuis des années, prennent la parole pour attaquer violemment la politique des chefs syndicaux réformistes. En plusieurs points, les différentes organisations ouvrières constituent spontanément des organes de défense contre les coups de mains fascistes. Le parti communiste reste cependant à l'écart et proclame qu'il ne collaborera que si l'entière direction lui est accordée à l'avance.

En présence du danger fasciste grandissant, il ne reste plus qu'à espérer que les ouvriers s'uniront par dessus la tête de leurs chefs et sauront réaliser l'unité de front pour répondre aux vives attaques du capital et du fascisme.

Berlin, Janvier 1932. J. F.

En dehors de l'action directe des travailleurs contre le patron, il n'y a pas de réforme et d'amélioration à attendre.

Emile POUGET.

A travers les Livres

Saint-Exupery : VOL DE NUIT. (N.R.F.).

Deux côtés dans ce livre : l'un se concrétise en un seul personnage : le chef Rivière, l'autre en l'aventure du pilote Fabien.

Rivière, atrocement inhumain est en proie à l'orgueil. Initiateur d'un service rapide et du vol de nuit, c'est à son idée que sciemment il sacrifie, non seulement justice, amour, bonheur, mais la vie même de ses subordonnés. Il n'est pas le chef, il est le fou mystique et malfaisant qui se donne pour excuse le Progrès, la Civilisation. Mais une civilisation qui détruit l'homme pour établir des records est-elle souhaitable ?

L'auteur et André Gide, préfacier de *Vol de nuit*, semblent dire oui. Des syndicalistes s'y refuseront.

Le second côté du livre est la lutte magnifique du pilote contre les éléments déchaînés. Bataille splendide et folle, héroïsme admirable en dépit de sa stérilité, car la prudence eut pu sauver l'équipage si Fabien n'avait pas eu cette « peur d'avoir peur » que Rivière inculque à ses aviateurs.

Ce double drame de l'abnégation héroïque et de l'exaltation orgueilleuse est traduit par des notations brèves, brutales. Pas une phrase inutile : des termes précis, non techniques, qui laissent le livre compréhensible pour tous.

Ch. CHIANÉA.

*
* *

Blanqui : INSTRUCTIONS POUR UNE PRISE D'ARMES. (La Critique Sociale, octobre 1931).

Ce texte important de Blanqui, tiré des papiers du grand révolutionnaire qui sont déposés à la Bibliothèque Nationale, a été d'abord publié dans une revue socialiste allemande en 1930. La *Critique Sociale* a été bien inspirée en le reprenant pour ses lecteurs français qui, pour la plupart, ignoraient à quel point de perfectionnement Blanqui aurait voulu porter l'insurrection révolutionnaire.

Ces *Instructions* dateraient de 1869 et sont donc à l'usage de tous les ennemis républicains de l'Empire menacé. Ce qui leur confère un grand intérêt historique, c'est qu'elles font le bilan critique des insurrections du XIXe siècle dont 1830 ouvre la série. L'auteur est frappé de leur caractère anarchique et de leur impréparation. Chacun se bat dans sa rue, derrière sa barricade dressée au petit bonheur, sans liaison avec les voisins. Glorieux bricolage de la révolution, conception du soulèvement que l'on pourrait qualifier d'artisane qui, certes, réussit en 1830 et en février 1848 faute d'une résistance ferme et capable, mais qui conduit, en juin 1848, le prolétariat parisien à l'écrasement.

D'abord désemparé devant l'émeute, les gouvernants se sont mis à étudier la guerre des rues. Leurs généraux, prudents, ont appris à attendre, à laisser l'insurrection mûrir et s'épuiser, pour ne pas gaspiller leurs forces et pour connaître les nombreux points faibles de l'adversaire. Le Second Empire a fait percer de grandes artères dans Paris pour éviter à l'avenir cette guerilla insurrectionnelle, pour mieux surveiller les quartiers populeux du centre.

La technique de l'insurrection doit donc, pour Blanqui, tenir compte de ces avantages de l'adversaire. Il ne faut rien laisser à l'improvisation, il faut avoir un plan d'attaque de la guerre civile. Ce qui manque au peuple, ce n'est pas la foi, mais l'organisation. Qu'il ne s'en rapporte pas aux bourgeois, bons surtout pour la guerre de plume ; qu'il choisisse ses chefs dans l'action.

Sur la manière d'organiser les hommes de l'émeute en bataillons et compagnies, sur la création, dans l'armée révolutionnaire, de trois commissions, d'armement, des vivres, de sûreté publique, Blanqui nous donne des détails précis que suivent des données sur l'art de construire des barricades solides et de mener la guerre des rues. Si la barricade est un moyen d'arrêter l'ennemi, le véritable poste de combat est aux fenêtres, dans les maisons évacuées et fortifiées.

Suit une proclamation à l'armée mettant les soldats en garde contre leurs officiers, serviteurs dociles du césarisme. Blanqui les convie, les uns après les autres, à se dresser contre le régime impérial, dont les guerres n'ont rapporté que ruines et hontes et les invite à travailler, fraternellement avec la classe ouvrière internationale, à la venue de la République universelle.

Ce document nous révèle à la fois ce qu'il y avait de mieux dans le blanquisme, ce souci de préparer avec méthode la prise du pouvoir et, en même temps, son insuffisance, son manque de contenu ouvrier.

A. RICHARD.

*
* *

Félicien Challaye : POUR LA PAIX SANS AUCUNE RÉSERVE.

Dans cette petite brochure, Challaye expose avec beaucoup de clarté le point de vue des pacifistes intégraux groupés autour d'Einstein :

« Plutôt l'occupation étrangère que la guerre. *L'acceptation de cette formule pourrait être le critère séparant les vrais pacifistes des belli-pacifistes.*

« *Certes le joug étranger peut être lourd ; nul ne peut en contester les inconvénients, pas plus en Europe qu'aux colonies. Mais le mal de la guerre est pire.* Plutôt l'occupation étrangère que la guerre.

« *D'ailleurs, aujourd'hui, les peuples se ressemblent extrêmement par delà les frontières. Les mêmes capitalistes exploitent les mêmes prolétaires. Les préfets des divers gouvernements se valent. Les travailleurs en uniforme, qui constituent la masse des armées, ne sont pas fort différents des travailleurs civils parmi lesquels ils camperaient. Cette uniformité réduit les inconvénients de l'occupation étrangère ; alors que, chaque année, avec le progrès de la science, croissent les maux d'une guerre possible.* Plutôt l'occupation étrangère que la guerre.

« *Les considérations précédentes valent pour les guerres coloniales, qui sont des guerres elles aussi, bien qu'on se trouve ici en face d'adversaires désarmés ou moins armés, sur lesquels l'héroïsme militaire peut s'acharner à moins de risques. Le pacifisme intégral doit repousser toute guerre coloniale, condamner en principe la colonisation née de la guerre, réclamer, dès que les peuples en manifestent évidemment le désir, la libération des colonies.* »

Challaye ajoute qu'il ne faut point confondre ce pacifisme intégral avec la non-résistance ; il se déclare partisan de la grève générale en cas de guerre et il n'exclut pas le recours à la guerre civile.

Evidemment, ce pacifisme n'a rien de commun avec celui de M. Briand, ni même sans doute avec celui de Jouhaux et de Renaudel.

A l'heure où la foire électorale va s'ouvrir et où tant de beaux messieurs vont proclamer leur pacifisme la clarification apportée par Challaye nous paraît primordiale.

B. GIAUFFRET.

A travers les Revues

SOREL... PAS SOCIALISTE !

La **Critique sociale,** que dirige Boris Souvarine, et qu'édite Marcel Rivière, a publié dans ses numéros 1, 2 et 3 des lettres de Sorel à Benedetto Croce, le philosophe italien, et accompagné cette publication de commentaires, qui méritent vraiment d'être relevés. Les commentaires intérieurs sont, je crois, de Souvarine lui-même; quant aux commentaires postérieurs, ils sont de Pierre Kaan et de Lucien Laurat, mais le même esprit les anime, et cet esprit n'est rien moins que sympathique à la mémoire de Sorel qu'on déclare — textuellement et tenez-vous bien ! — n'avoir rien de commun avec le socialisme. Une affirmation aussi énorme, Flaubert écrirait certainement *hénaurme,* a de quoi éberluer les simples mortels qui ne sont pas initiés aux mystères du IIIe volume du *Capital,* mais qui savent tout de même que Sorel a publié presque à lui tout seul les deux premières revues marxistes françaises, j'ai nommé l'*Ere Nouvelle* et le *Devenir Social,* revues qu'aucune autre n'a encore remplacées pour la valeur intellectuelle et le niveau de culture, pas même l'ambitieuse *Critique sociale,* et qu'il est l'auteur de quelques livres assez avantageusement connus dans le monde, comme l'*Avenir Socialiste des Syndicats,* les *Illusions du Progrès,* les *Réflexions sur la Violence* et les *Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* où il est question, il me semble, un petit peu de socialisme. Je ne sais si Pierre Kaan et Lucien Laurat, que je n'ai pas l'avantage de connaître, ont lu ces livres ; mais Souvarine, que je connais, les a certainement lus : il a tout de même laissé passer l'affirmation extraordinaire de ses deux collaborateurs et il ne pêche certainement pas par ignorance ou inconscience. Pierre Kaan est philosophe, je crois, jeune philosophe, et c'est lui sans doute qui a découvert que Sorel se rattachait plutôt au *réactionnaire* (1) William James qu'à Marx et que son « pluralisme antirationaliste » lui in-

(1) Je ne sais d'ailleurs pour quelles raisons William James serait catalogué *réactionnaire.* Son réactionnarisme ne m'apparaît pas avec une telle évidence ! Est-ce parce qu'il avait des tendances... spirites ? Mais tous les Anglo-Saxons ont de ces tendances, qui paraissent toujours bizarres à nos esprits latins, férus de rationalisme et cartésiens endurcis ; et ce n'est pas une raison suffisante pour le considérer comme un penseur... rétrograde. Son pragmatisme est peut-être un peu... Américain, mais nullement réactionnaire. Le marxisme, lui aussi est un *pragmatisme,* et nullement *un rationalisme,* étant essentiellement *un historicisme.* Sorel avait coutume d'opposer *les historiens* aux *dialecticiens,* ceux-ci considérés comme des rationalistes échevelés tenant peu de compte du *donné historique* et se livrant à des spéculations abstraites plus ou moins oiseuses. On peut discerner en fait deux sortes de marxistes, les marxistes pénétrés avant tout d'esprit historique et les marxistes rationalistes, faisant de la fameuse dialectique un usage plus ou moins extravagant, comme certains héritiers directs de Hegel, et transformant le marxisme en une sorte de scolastique aussi stérilisante que la scolastique née de St Thomas lui-même. Les Juifs sont ou des rationalistes à tous crins, sortis du Talmud, ou des Alexandrins, avec tendances cabbalistes et mystiques. Bergson est la bête noire de Benda ! Nos Juifs marxistes ont une propension marquée à ramener le marxisme au simple matérialisme du XVIIIe siècle des d'Holbach et Helvetius ; mais ce matérialisme-là était une

terdisait même l'intelligence de Marx, comme si la théorie de la lutte des classes n'impliquait pas précisément ce pluralisme antirationaliste, puisqu'elle suppose essentiellement une *diremption métaphysique* que les conceptions unitaires interdisent ! Mais il paraît aussi que Sorel avait abandonné le matérialisme historique, dont il a fait cependant une application dans sa *Ruine du monde antique* et son *Système historique de Renan ;* seulement, lui, il ne ratiocinait pas sur le matérialisme historique, *il l'appliquait,* ce dont nos marxistes orthodoxes, à commencer par Antonio Labriola, ne se sont jamais souciés ! Ils préfèrent discutailler à perte de vue et sans résultats pratiques sur la matière : c'est évidemment plus facile et plus commode. Quant à la conception dialectique, la fameuse dialectique, dont nous aurons bientôt par dessus la tête, et qui paraît à nos jeunes marxistes *le fin du fin* et une vraie *tarte à la crème,* Sorel en effet lui marquait quelque scepticisme et demandait... des précisions, qu'on ne lui a jamais données, ne pouvant se contenter de la célèbre *négation de la négation,* chère à l'Engels (2) du facile *Anti-Dühring !*

philosophie bien spécifiquement bourgeoise et n'ayant rien de commun avec le matérialisme historique. Je renvoie le lecteur à une note du *Capital,* très explicite à cet égard (Ch. XV, p. 162).

(2) Cela chiffonne tout particulièrement Souvarine que Sorel veuille séparer Engels de Marx et établir entre eux une différence assez notable de *niveau intellectuel.* Evidemment, Marx et Engels furent deux amis et ils ont travaillé ensemble, Sorel ne l'ignorait pas ; mais cela n'empêche pas qu'on ne puisse discerner entre eux *une qualité d'esprit* bien différente. Marx, incontestablement, est supérieur à Engels, et celui-ci n'est guère qu'un *vulgarisateur,* qui même a vulgarisé, dans tous les sens du mot, les idées de son associé intellectuel. Y a-t-il péché contre l'Esprit saint marxiste à le penser et à le dire ? S'il y a péché, j'avoue que je commets également cet affreux péché, et que je ne trouve pas l'*Antidühring* un chef-d'œuvre de profondeur philosophique. Engels me fait l'effet d'un *commis-voyageur en marxisme,* et les commis-voyageurs ne passent pas, généralement, pour des aigles ! Il arrive aussi à Souvarine de trouver que Sorel tombe trop souvent dans un « antisémitisme » moyenâgeux ». Oh, cela, ce n'est pas le péché contre l'Esprit saint marxiste, c'est le péché, plus grave encore, contre la *Race élue,* et c'est inexpiable ! Mon Dieu, il est certain que Sorel s'est permis, à plus d'une reprise, des boutades contre les Juifs ; je l'ai dit, il était peu respectueux des puissances, et il a même publié dans l'*Indépendance* un article intitulé : *Quelques prétentions Juives,* où les Juifs, certes, sont quelque peu malmenés ; Lassalle entre autres y passe un mauvais quart d'heure et s'y fait traiter de *ruffian* ; quant à Marx, il n'est trouvé vraiment grand que dans les parties où il n'est pas Juif, et cela, c'est un comble ! Mais quoi ! est-ce pour ces irrévérences que Sorel va passer pour un antisémite déclaré ! et les Juifs sont-ils si... chatouilleux ! Je n'ai nullement besoin de démontrer que Sorel n'était pas *antisémite* ; une pareille balourdise lui était bien étrangère ; mais les Juifs l'agaçaient parfois, par leur orgueil, leur esprit de coterie et leurs *prétentions* exorbitantes. A-t-il d'ailleurs plus épargné les catholiques ? Il était l'indépendance même ; il ne respectait personne ; les Juifs pas plus que les catholiques ou que les socialistes parlementaires. Il n'avait même pas la bosse de l'admiration à jet continu : il avait certes pour Bergson, par exemple, une vive estime, mais cela ne l'a pas empêché de déplorer ce que Bergson écrivit sur la guerre. Jaurès, dont l'attitude pendant l'affaire Dreyfus lui avait paru admirable et prouver qu'il y avait une éthique socialiste, ne fut plus pour lui ensuite qu'un... maquignon ; et Claudel, qu'il avait pris pour un grand poète, le dégrisa en publiant *Partage du Midi.* Ce n'est pas lui qui variait, c'était les objets de ses admirations, qui ne se maintenaient pas à la hauteur où, tout d'abord, il les plaçait. Est-ce là de la versatilité ? Mais non, et décidément, Proudhon avait raison : il nous manque à tous l'ironie d'un Voltaire, et nous sommes singulièrement pédants et ombrageux !

Lucien Laurat, lui, est l'économiste de la troupe, et les mystères du III[e] volume du *Capital* n'ont rien que de clair pour lui ; il en a pénétré tous les arcanes, et sa connaissance de la langue allemande, que Sorel ne possédait pas, lui a permis cette savante pénétration : aussi trouve-t-il que les objections de Sorel n'ont aucune valeur et dénotent une totale incompréhension de l'économie marxiste, que, lui, Laurat, a parfaitement comprise et assimilée. Heureux homme ! J'observe toutefois que Louzon ne trouve pas grâce non plus devant lui et se voit jeté par dessus bord avec assez de désinvolture. Je n'aurai pas la prétention de les départager, n'ayant, je l'avoue humblement, aucune compétence spéciale en économie politique ; mais, franchement, si le socialisme dépendait d'une science économique et d'une *science marxiste,* sur laquelle les augures ont déjà beaucoup de peine à s'entendre, je crois qu'il n'y aurait pas, de par le monde, beaucoup de *marxistes authentiques.*

SOREL ESPRIT LIBRE

Le marxisme de Sorel paraît à nos orthodoxes d'une qualité si... hétérodoxe qu'ils le nient purement et simplement. Nous eumes naguère, — avant la guerre, pour parler plus exactement, — l'orthodoxie de Kautsky ; la Social-démocratie allemande, qui fut maîtresse du socialisme en Europe, avant que le bolchevisme n'en devint le dictateur et n'introduisit une nouvelle orthodoxie, a plutôt, on en conviendra, stérilisé le marxisme qu'elle ne l'a enrichi, et l'irrespect que Sorel lui témoignait était parfaitement justifié ; aujourd'hui, Kautsky ne compte plus, et la social-démocratie se traîne dans un réformisme qui en fait le plus ferme soutien du chancelier Brüning. En France, nous avons eu l'orthodoxie guesdiste, qui n'a pas empêché Guesde de prendre part à *l'Union sacrée,* ni les guesdistes de pratiquer un réformisme, municipal et autre, assez piteux. Nos communistes actuels — qu'ils se rattachent à Lénine ou à Trotsky ou qu'ils soient staliniens, — nous versent sur la tête les potées d'une orthodoxie et d'une scolastique qui fait penser à la scolastique dont, à la Renaissance, l'humanité se débarrassa pour respirer un air spirituel plus libre et inaugurer l'âge moderne. Ils sont confits en marxisme ou en léninisme, comme si c'étaient des... religions nouvelles. Sorel, qui était l'irrespect même, ne fut jamais confit en quoi que ce soit, et garda toujours la liberté de son esprit chercheur et critique. *Curieux homme,* dit-on, et *virtuose de la contradiction :* mais non, esprit libre, simplement, et détaché de toute dogmatique, inféodé à aucun Parti, groupe ou secte quelconque. Il fut, comme je l'ai écrit quelque part, *l'étudiant éternel,* toujours prêt à réviser ses idées et à renouveler ses horizons intellectuels, n'ayant jamais son siège fait, et, doué d'une curiosité aussi inlassable qu'universelle, creusant et approfondissant sans cesse les problèmes qu'il ne croyait jamais résolus. Ses lettres à Croce nous montrent précisément cette inquiétude perpétuelle et ce travail de vérification incessante, auquel il se livrait. Il avait trouvé en Croce un interlocuteur de marque et à sa taille : aussi, lui fit-il ses confidences intellectuelles en toute simplicité et liberté. Cette

attitude spirituelle ne plait guère à tous nos gens de parti, de groupe ou de secte ; elle leur déplait même souverainement ; ils veulent avoir leur siège fait et leur petite orthodoxie de tout repos ; il ne faut pas troubler leur quiétisme intellectuel, à ces bureaucrates de la pensée installés derrière le guichet de quelque dogmatique !

... MAIS PAS DILETTANTE

Cette liberté d'esprit pouvait-elle, d'ailleurs, passer pour je ne sais quel dilettantisme ? Il faut croire que l'attitude sorelienne est difficilement compréhensible pour beaucoup, car ce reproche de dilettantisme, je l'ai entendu faire souvent. Rien cependant de moins dilettante que Sorel. Sa curiosité, sans doute, était universelle, et son érudition, comme sa lecture, étonnante ; il était capable, sur tout sujet, d'apporter des vues nouvelles et susceptibles de renouveler la matière ; mais le sérieux, la sincérité, je dirais même l'ingénuité de ses convictions ne peuvent faire de doute pour quiconque l'a connu de près. Il a pu *varier* (3) ; l'expérience de la vie a pu l'amener à rectifier sans cesse ses idées ; il estimait d'ailleurs qu'il serait bien inutile de vivre, si la vie ne vous apprenait rien ; il n'était pas, évidemment, l'homme d'action qui, comme Guesde ou Lénine, *enfonce un clou* ; et l'on comprend parfaitement que Lénine l'ait pris pour un brouillon, ce qui était une façon péjorative d'exprimer qu'il ne pouvait saisir une attitude intellectuelle aussi contraire à la sienne ; mais Sorel l'a dit lui-même : il est l'homme *qui s'est obstiné à demeurer fidèle au prolétariat.* Pierre Kaan et Lucien Laurat osent affirmer qu'il n'eut rien de commun avec le socialisme ; s'ils veulent dire le socialisme parlementaire ou le socialisme des intellectuels, rien de plus juste, mais s'ils veulent parler du socialisme révolutionnaire ou prolétarien, c'est une affirmation bien... téméraire, pour ne pas dire plus. Sorel s'était fait du socialisme une conception si haute, et la réalité a correspondu si peu et si rarement à cette conception, qu'il connut sans doute des heures fréquentes de lassitude et de découragement ; il lui est même arrivé souvent de déclarer que le socialisme était sans avenir ou chose morte ; mais dès qu'il apercevait le moindre signe de *réveil* dans la classe ouvrière, il *s'emballait,* c'est le mot, et se reprenait avec une vivacité extraordinaire à espérer et à travailler : c'est ainsi que je l'ai vu, après un moment de découragement en 1904, se déclarer pour le syndicalisme révolutionnaire avec une fougue et une ardeur qui le firent de nouveau collaborer au *Mouvement Socialiste* plus activement que bien des jeunes et qu'il donna ainsi, coup sur coup, les *Illusions du Progrès* et les *Réflexions sur la Violence,* deux de ses œuvres maîtresses ; et c'est ainsi qu'après la guerre, où il connut des heures de sombre abattement et de noir pessimisme, il salua la Révolution russe et Lénine avec la vigueur et l'enthousiasme que l'on sait. Son âme restait étonnamment jeune, avec des capacités d'emballement, que bien des jeunes, nés vieux, ne connaîtront jamais ; il y avait en lui le lyrisme d'un poète, et il avait conçu le mouvement ouvrier comme une espèce d'épopée. Mais, comme en même temps, il avait l'esprit extrêmement aigu et qu'il était, comme disait Jean Longuet, *hypercritique* et digne, à ce titre, d'être guillotiné le premier jour de la Révolution, il apercevait vite la différence qui séparait sa conception des pauvres réalisations quotidiennes, et quand, de l'épopée, il voyait le mouvement ouvrier retomber sous la coupe des politiciens de la démocratie et se noyer dans les marchandages et les bavardages du réformisme et des élections, il rentrait sous sa tente pour attendre des jours meilleurs.

RIEN DE COMMUN ENTRE SON ANTI-DÉMOCRATISME ET LA DICTATURE

On n'a pas bien compris au reste le sens de son *anti-démocratisme.* Pour lui, la démocratie c'était essentiellement le règne des intellectuels et des politiciens ; mais son opposition à la démocratie n'a jamais voulu signifier amour des dictatures et des régimes anti-juridiques ; elle voulait seulement dire que, selon lui, le prolétariat n'arriverait jamais à s'affranchir, s'il restait sous la domination des intellectuels, dont l'unique vocation, à ses yeux, était l'exploitation de la politique, et ne parvenait pas à instaurer *le gouvernement des producteurs.* Les Soviets lui semblèrent précisément une tentative pour réaliser ce gouvernement, et c'est pourquoi il les salua aussitôt avec joie (4). Mais, comme

---

(3) Il avoue même, très ingénument et très simplement, ses variations : « J'avais écrit sur le socialisme, écrit-il dans l'*Avant-Propos* des *Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* avec des intentions fort diverses ; il m'est arrivé de réviser quelques détails des textes anciens réunis ici, pour rendre l'expression plus claire, mais sans jamais atténuer l'esprit de la rédaction primitive ; les dialecticiens peuvent s'amuser à établir doctement que j'ai énoncé, durant une période d'environ dix ans, des opinions peu conciliables sur les moyens qu'il conviendrait d'employer pour résoudre les questions ouvrières. En ne cherchant pas à remanier mes essais pour donner à leur recueil une unité artificielle, j'ai probablement adopté le parti le plus habile ; les gens perspicaces sont habitués de fortement suspecter la sincérité des auteurs qui traitent les problèmes sociaux ; en constatant que je n'ai rien dissimulé des variations de ma pensée, ils ne pourront faire autrement que d'admettre (je l'espère du moins) que j'ai toujours apporté une entière bonne foi dans mes recherches » (p. 3). Sorel, n'étant ni chef de Parti, ni chef de secte, n'avait pas à faire croire qu'il n'avait jamais varié ni à dissimuler ses réelles variations ; philosophe-historien n'ayant d'autre dessein que de réfléchir librement sur le mouvement ouvrier pour essayer d'en dégager les vraies tendances, il n'apportait aux prolétaires que le résultat de ses libres recherches, sans se poser en prophète ni en hiérarque, comme dit Marx, d'une prétendue science sociale. Il n'avait pas embrassé la profession de penser pour le prolétariat — comme tant d'autres. Il trouvait même que le principal devoir des intellectuels qui avaient des sympathies pour le mouvement ouvrier était de ruiner dans l'esprit des travailleurs le respect qu'ils peuvent garder pour la culture bourgeoise. Libre lui-même, serviteur désintéressé du Prolétariat, mais non son courtisan, il entendait que le mouvement syndical restât libre vis-à-vis des politiciens et des intellectuels et était convaincu que ceux-ci avaient autant à apprendre de lui qu'ils avaient à lui enseigner. La position du syndicalisme révolutionnaire est ainsi particulièrement nette, et nullement *éclectique,* comme le croit Souvarine ; le mouvement syndical est l'épine dorsale du mouvement socialiste, et les intellectuels qui s'y rallient n'ont pas à lui donner une doctrine, ni à le diriger, mais simplement, en faisant honnêtement leur métier d'intellectuels, qui est d'essayer d'augmenter la science et la culture, d'aider les travailleurs à prendre de leur mission historique une conscience de plus en plus claire et profonde.

(4) Dans le *Post-scriptum* qu'il a ajouté à l'*Avant-Propos* de ses *Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* il dit expressément : « La sanglante leçon de choses qui se produira

son ami Pelloutier, il avait horreur de tout régime dictatorial ou jacobin, et il s'est toujours attaché à séparer soigneusement le marxisme du blanquisme. Je n'arrive pas à comprendre comment on peut rattacher le fascisme à sa théorie de la violence ; j'appelle cela un vrai *bobard*, de ces bobards qui courent les rues, et que personne ne pourrait justifier, bien que tout le monde les répète. Je regrette que Souvarine, à son tour, veuille l'accréditer et nous faire accroire que Sorel fut une « recrue temporaire du nationalisme intégral ». Je défie en effet qu'on trouve dans toute l'œuvre de Sorel la moindre tendance nationaliste. Et pourquoi ce bobard ? La chose est pourtant bien simple. Quand Sorel et moi, après les événements de Villeneuve-St-Georges, et la rupture avec Lagardelle, nous nous rapprochâmes de Valois, qui avait d'ailleurs une situation très particulière à l'*Action française*, et se disait sorelien, ce n'est pas du tout *sur le terrain nationaliste* que ce rapprochement eut lieu, mais sur celui *de l'opposition à la démocratie bourgeoise*, alors pleinement triomphante et débordante (5). Si Sorel avait eu la moindre tendance nationaliste, il n'eût pas eu, pendant la guerre, l'attitude qu'il eut *tout de suite* et qu'un nationaliste ne peut qualifier que de *défaitiste*. Ces sortes d'alliances, *dans un but bien déterminé*, ne sont pas choses nouvelles ; Lafargue, naguère, fut élu à Bordeaux par l'alliance des guesdistes et des royalistes, et le *Pacte de Bordeaux* (6) est resté assez célèbre ; est-ce que Lafargue a jamais, pour cela, passé pour... royaliste ? Nous, notre alliance n'était pas électorale, elle portait uniquement *sur le terrain culturel* ; nous voulions combattre une conception de la vie que la philosophie démocratique nous paraissait comporter, un point, c'est tout ; elle n'impliquait nullement ni le renoncement au syndicalisme, ni, encore moins, l'adhésion au nationalisme intégral ; Maurras le savait bien, qui se défia de Sorel et ne pouvait le sentir, et nous avons vu depuis, Valois lui-même devoir quitter l'*Action Française* et revenir, après un long détour, à ses convictions premières, qu'il n'avait jamais, au fond, abandonnées.

INTELLECTUELS ET INTELLECTUELS

Les partis, les groupes et les sectes n'arrivent jamais à *encaisser* les hommes, qui comme Sorel, sont des représentants éminents de la liberté intellectuelle, des sujets, comme dirait Hegel, de l'Esprit libre ou absolu. Ils prétendent toujours les ramener à leur *petite mesure* qui est, généralement, des plus bornées ; et leur médiocrité spirituelle s'effarouche des moindres mouvements d'indépendance : il faut toujours dire *amen* à ce qu'a décrété le sacro-saint Parti, ou telle et telle chapelle. Ce sont pourtant des hommes comme Sorel et Croce, qui restent l'honneur de l'Intelligence qu'ils savent maintenir libre vis-à-vis des conformismes divers, nationaux ou sociaux. Mais à côté de ces grands Intellectuels, il y a le menu fretin des *petits intellectuels*, les gargotiers de l'Esprit, comme disait Nietzche, qui attachent d'autant plus de prix aux orthodoxies diverses des partis et des groupes, qu'ils ne seraient rien évidemment sans ces partis et sans ces groupes et qu'ils ne peuvent grimper au pouvoir que par leur entremise et en les prenant comme marchepied. Ah, tous ces gens-là sont terriblement conformistes et malheur à qui s'écarte le moindrement de leurs formulaires, autour desquels ils font une sacrée bonne garde ! Proudhon, lui aussi, eut maille à partir avec la démocratie de son temps ; quand il écrivit *la Guerre et la Paix*, tous les démocrates de France et de Navarre crièrent à la trahison et s'écartèrent de lui avec horreur. Tout cela n'a pas la moindre importance, et nos jeunes marxistes pourront, tant qu'ils voudront, exclure Sorel du socialisme : il n'en restera pas moins, après Proudhon et Marx, un des hérauts de la pensée socialiste et celui qui a le plus fait pour le renouvellement et l'avancement du socialisme occidental. Le syndicalisme révolutionnaire peut, à juste titre, le revendiquer comme son philosophe, pour ne pas dire, avec Jaurès, son métaphysicien ; et les *Réflexions sur la Violence* restent, après la *Justice* et le *Capital*, l'œuvre la plus éclatante qu'ait inspirée jusqu'ici le mouvement ouvrier moderne.

Edouard BERTH.

---

en Russie fera sentir à tous les ouvriers qu'il y a *une contradiction entre la démocratie et la mission du prolétariat* ; l'idée de constituer un gouvernement de producteurs ne périra pas ; le cri de « Mort aux Intellectuels », si souvent reproché aux *bolcheviks*, finira peut-être par s'imposer aux travailleurs du monde entier » (p. 53). Les intellectuels, même les intellectuels révolutionnaires, ne pardonnent pas, au fond, à Sorel *cet anti-intellectualisme foncier* ; car ils sont toujours persuadés que, *sans eux*, le prolétariat est incapable de s'émanciper. Ils ne veulent pas se résigner à faire ce pourquoi ils sont faits, c'est-à-dire : user de leur intelligence et de leur savoir simplement pour augmenter la science, sans autre but que la Vérité et la Justice ; ils veulent *dominer* et *diriger* ; ce sont, comme dit l'autre, *tous clercs qui trahissent*.

(5) On peut relire le petit fascicule qui devait servir de manifeste à la mort-née *Cité Française*, revue où cette alliance fut sur le point de se sceller et qui avorta ; dans l'article de Sorel, comme dans le mien, il n'est nullement question de *nationalisme*, mais uniquement de *culture*. Le titre de cette revue semblera-t-il indiquer à certains des tendances nationalistes ? Mais le Parti ouvrier de Guesde, le premier parti marxiste sérieux qui ait agi en France, s'appelait *Parti ouvrier français !* Nous sommes en France ; notre action ou notre pensée se passent ou se produisent sur le sol français, en se servant de la langue française et de la culture française : il serait vraiment utopique de vouloir ne tenir compte d'aucun de ces éléments du *donné historique !* et *internationalisme* n'est nullement synonyme de *cosmopolitisme* : les riches et les oisifs peuvent être cosmopolites, mais les travailleurs ne peuvent se payer ce luxe et sont en général les moins *détachés* des hommes.

(6) Inutile de dire qu'à la *R. P.* nous sommes aussi résolument adversaires des « pactes de Bordeaux » dans le domaine intellectuel que dans le domaine politique et social. Malgré les grands services rendus par Sorel au syndicalisme révolutionnaire, nous préférons simplement reconnaître qu'en l'occurence il a commis la plus grossière des erreurs. (N.D.L.R.).

---

* *

Les **Primaires** qui achèvent leur treizième année d'existence, ont augmenté depuis janvier le nombre de leurs pages.

Le numéro de décembre contient outre la fin d'*Animula* une curieuse nouvelle de *Fitz James O'Brien* et *Romance*, quelques couplets en prose de *Louis Valet*, d'intéressantes pages de *Gabriel Gobron* sur les *Vagabonds Allemands*, leur vie, leur littérature, une amusante charge de *Régis Messac* sur le ministre des économies et une bonne chronique de *Marcel Lapierre* sur *Méliès*, créateur du spectacle cinématographique. J'ai gardé pour la fin l'éditorial *Retour à l'envoyeur*, qui est un conseil aux mobilisables : porter à la poste, en cas de guerre, leur livret militaire revêtu de la mention « Retour à l'envoyeur » — Léon Werth et Albert Einstein sont de cet avis — et une invite à former l'Internationale des mobilisables. Très bien. Mais qui commencera ?

Ch. CH.

Pour la « Phalange d'honneur » du « Cri du Peuple »

Le dernier numéro du *Cri du Peuple* est à peine sorti que déjà me parviennent des adhésions à la « Phalange d'honneur ».

Nous avions demandé une cotisation mensuelle de dix francs. Des camarades ont décidé de continuer à verser leurs cent sous par semaine. Voici une lettre d'Altmayer :

« *Pour pénible que soit la décision prise à l'égard du* Cri du Peuple, *sois assuré que l'effort fourni par ceux qui ont pris la charge de faire vivre notre feuille pendant deux ans n'a pas été vain. Vous avez à quelques-uns non seulement fait renaître l'idée d'unité, mais élargi la discussion, et si bien qu'il n'est plus possible à ceux qui ont charge de diriger la classe ouvrière de ce pays d'avoir une autre plate-forme que celle de l'Unité.*

» *J'ai jusqu'à ce jour, avec ma compagne, apporté mon obole régulière à la Phalange du* Cri.

» *Aujourd'hui, et pour répondre à ton appel, j'ai le plaisir de te faire connaître que nous continuerons l'un et l'autre à t'apporter chaque semaine notre contribution volontaire comme par le passé, et ce jusqu'à extinction de vos dettes.* »

Un bon camarade philosophe, joint à ses réflexions de pessimiste incorrigible un chèque de 30 francs :

« *Je dégustais le camembert des jours maigres, largement arrosé de l'eau du robinet, quand la concierge a glissé sous ma porte le faire-part du* Cri. *Pauvre vieux Maurice ! J'ai lu tout de suite ta lettre. Et l'amertume dont elle est noyée, je l'ai ressentie aussi. Mon pessimisme s'en trouve renforcé, s'il en était besoin. Mais toi ! Tu avais encore tellement de confiance ! Et te voilà tout aplati, et sans galette. Hein ! l'humanité « en chair et en os » ne vaut guère mieux que celle du papier ! J'espère pourtant que les braves copains, exégètes de la Révolution, ne te laisseront pas payer les 100.000 francs à toi tout seul. Il te faudrait deux ou trois existences, et, si tu es « d'accord », une seule suffit.*

» *Je te prie d'accepter la toute petite somme incluse. Excuse-moi de en pas pouvoir, pour le moment, faire mieux...* »

ADHÉSIONS REÇUES AU 10 FÉVRIER

P. Monatte. — H. Boville. — A. Rambaud. — C. Delsol. — R. Louzon. — M. Chambelland. — J. Ciavatti. — R. Chambrun. — Droulhin. — Gény. — E. Cot. — Servant. — Henriette Vilain. — Gilberte Mérouze. — G. Altmayer. — G. Thomas. — R. Deveaux. — H. Delhomme.

Pour tenir les engagements pris, il faudrait rapidement 400 adhésions à la « Phalange d'honneur » du *Cri du Peuple.*

Aux lecteurs de la *Révolution Prolétarienne*, amis de la première heure, j'adresse un appel particulier, espérant qu'ils tiendront à figurer dans les tout premiers membres de notre « Phalange d'honneur » !

M. CH.

P.S. — Adresser les adhésions à M. Chambelland, Coopérative « La Fraternelle », 33 ter, rue Doudeauville, Paris (18e), et les fonds à René Deveaux, même adresse, chèque postal : 525-67 Paris.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au mois prochain la publication d'un certain nombre de lettres que nous avons reçues, notamment sur l'U.R.S.S., les documents Raffalovitch, etc...

FAITS & DOCUMENTS

La barbarie française « Monde » du 30 janvier publie les résultats d'une enquête faite en Indo-Chine par Pierre Herbart, aux mois de novembre et décembre derniers. A la gloire de la civilisation capitaliste française nous publions les principaux extraits de ce document (1) :

LA TORTURE

... Le même soir, je dînais à Cholon, qui est la ville chinoise à 5 kilomètres de Saïgon, avec quelques jeunes gens annamites. Tous ont été plus ou moins persécutés. Trois d'entre eux sortaient de prison où ils avaient passé des mois de détention préventive. Comme je leur en demandais la raison, ils s'écrièrent : « Pourquoi ? Mais parce que nous voulons être des hommes libres, parce que nous parlons français et lisons vos livres, parce que nous défendons nos compatriotes. En Indochine, il ne faut pas grand'chose pour qu'on enferme un homme : une parole, un geste qui déplaisent à nos maîtres. Vous n'imaginez pas ce que nous risquons en dînant avec vous ce soir. Cela n'a pas d'importance, d'ailleurs. Nous souffrons tant ! »...

Peu à peu, mon interlocuteur a élevé la voix. Un de ses camarades lui prend le bras :

— Tais-toi, murmure-t-il, si on t'entendait.

Le silence tombe. Je regarde ces jeunes gens. Deux d'entre eux sont sortis malades de prison. Tuberculose.

— Songez, m'a-t-il dit, aux tortures qu'on nous a fait subir à la Sûreté. Moi, j'ai été pendu par les pieds et l'on m'a versé de l'huile de poisson dans les narines. On m'a défoncé la poitrine à coups de marteau, à travers un coussin, pour qu'il n'y ait pas de traces et que je n'en crève pas tout de suite. Mon camarade a subi la torture de l'électricité : deux fils placés dans la verge et qu'on arrache brutalement de façon à vous blesser, après vous avoir électrocuté une vingtaine de fois. Beaucoup de ceux qui ont passé par là restent impuissants ou sont atteints de maladies nerveuses.

DES SALAIRES DE 30 SOUS PAR JOUR

J'ai tenu à visiter une usine d'Indochine exploitée par un Français. C'est à Ben-Thuy, la manufacture d'allumettes. Voici les notes que j'ai prises :

Le patron me reçoit aimablement. C'est un homme de 35 ans, gras, l'œil vif. « Voici trois générations que ma famille possède cette fabrique, dit-il. Oh ! les temps ont bien changé ! Mon grand-père me racontait qu'il ne pouvait sortir le soir sans escorte. » J'essaie d'une question, de le ramener à ce qui m'intéresse : « Combien employez-vous d'ouvriers ?

— Maintenant guère plus de cent cinquante. Depuis la crise, il nous a fallu réduire notre main-d'œuvre. Et puis, moins on a de monde, plus il est facile de le surveiller. J'avais l'année dernière mille ouvriers, mais j'en ai licencié la plupart après les troubles de Vinh, et aussi après les manifestations du 1er mai dernier.

— Que demandaient-ils ?

— Ces gens-là ne savent pas ce qu'ils veulent... La jour-

(1) Les titres qui figurent en tête de chaque extrait sont de nous. (N.D.L.R.).

née de huit heures, augmentation de salaires... des bêtises.

— Combien d'heures font-ils et combien gagnent-ils ?

Léger embarras du directeur qui croit devoir commencer par me dire: « Il ne faut pas juger les choses d'ici avec un esprit d'Européen... Ils travaillent dix heures « en moyenne ». Quant à leurs salaires, ils varient beaucoup. En moyenne, toujours, un coolie gagne 25 à 30 sous par jour, et croyez bien que cela leur suffit. Ces gens-là n'ont pas de besoins ; ils mangent leur platée de riz, et c'est tout.

— Employez-vous des femmes, des enfants ?

— Oui, les femmes gagnent quinze sous à peu près, les enfants huit à dix.

Les chiffres que je viens d'entendre m'ont tellement ahuri que l'homme s'en aperçoit.

— Je vous répète, dit-il, que l'on ne doit pas juger les choses d'ici avec notre esprit d'Occidental. *Le coolie, bête de somme,* ne saurait être comparé à l'ouvrier européen.

LA FAMINE

Je suis venu de Hué à Vinh en automobile. Peu à peu, j'ai vu la misère s'aggraver. Quand nous nous arrêtions dans un village pour prendre de l'essence, une véritable foule de mendiants se pressaient autour de l'auto. Tous affreusement maigres, ravagés, et faisant signe en portant leur main à leur bouche, qu'ils avaient faim.

Puis au bord de la route, deux corps étendus. Je descends d'auto et m'approche. Un homme et une femme. Ils râlent. J'essaie de les secouer, de leur offrir de l'argent, mais ils n'ont plus le courage de prendre les pièces que je leur tends, et me regardent les yeux vides, la bouche ouverte. Sous les loques qui les couvrent, on aperçoit leurs corps décharnés. Les os des coudes et des hanches ont percé la peau. D'un geste convulsif, atroce, ils se prennent le ventre à deux mains — un ventre ballonné, énorme. Les chevilles, les jambes aussi sont enflées. Ceux-là vont mourir aujourd'hui, leur supplice est fini. Je frissonne en songeant qu'ils l'endurent sans doute depuis des mois. Je ne puis me décider à partir. Ne peut-on rien faire pour eux ? Les mener à l'hôpital de la prochaine ville ? Les hôpitaux n'acceptent pas les affamés... Je remonte en auto. C'est la première fois que je vois cette chose immonde : des êtres humains mourant de faim. Je ne puis m'empêcher de penser à tous les hôtels français où l'on sert deux plats de viande, trois légumes et deux desserts, en plein cœur de la famine.

Le matin du 1er décembre, j'ai assisté à la dernière distribution de riz. Je recopie les notes prises sur place :

Parti à 7 heures avec l'infirmier annamite de l'hôpital de Vinh. Il m'explique en route ce que sont les distributions de riz. Au mois de juin dernier, l'hôpital de Vinh a été assiégé par des affamés. On a d'abord cru qu'il s'agissait de quelques centaines d'individus. Le docteur qui était parvenu à se faire délivrer quelques sacs de riz par la résidence déclara qu'il ferait une distribution le lendemain. Cinq mille hommes se présentèrent. On comprit alors que c'était sérieux. Des explorations dans les campagnes révélèrent l'étendue du fléau. Des dizaines de milliers d'hommes mouraient de faim. Le docteur fit son rapport au résident supérieur de l'Annam, et à force de demander, d'insister, parvint à créer un premier centre de distribution. Sans cet homme, il est probable qu'on ne serait jamais venu en aide aux affamés. Cependant, le gouvernement s'inquiétait. Il n'y avait pas de crédit prévu pour l'achat du riz. Heureusement, des initiatives privées s'organisèrent (des journaux annamites lancèrent des souscriptions), et trente centres purent être installés dans la province de Vinh. Chacun distribuait du riz à mille hommes en moyenne. Et il y avait 200.000 affamés. C'est dire à quel point les secours étaient insuffisants et cela explique aussi l'effroyable mortalité : 20.000 hommes, femmes et enfants ces derniers six mois. Maintenant, les caisses de secours sont épuisées, et le résident de Vinh, M. de Bottigny, a décidé de cesser les distributions. C'est aujourd'hui qu'a lieu la dernière. Je demande à l'infirmier : « Mais que vont faire ces malheureux ?

— Ils vont mourir. Ils ne résisteront pas aux premiers froids et je crains même que nous n'assistions à une aggravation de la famine cet hiver. La récolte d'automne est nulle.

— On n'a pris aucune mesure ?

— Si, le ministre a décidé de faire commencer tout de suite les travaux d'hydraulique agricole et l'on songe à employer les affamés à ces travaux. Ce serait très bien s'ils étaient en état de le faire. Vous verrez...

Nous arrivons. C'est à une vingtaine de kilomètres de Vinh. Dans une sorte de grande cour entourée de paillotes, 12.000 hommes, femmes et enfants sont rangés. Comme ils ne peuvent plus se tenir debout, ils s'accroupissent par terre. Tous tiennent à la main leur chapeau de paille dans lequel on verse la mesure de riz (la mesure est une boîte de lait concentré vide). Après la distribution, ils restent immobiles, paraissant ne pouvoir se décider à partir. Les regards sont tournés vers moi. Qu'espèrent-ils ? Je m'adresse aux notables du village : « Savent-ils que c'est la dernière distribution que vous leur faites ?

— Non, on ne leur a rien dit.

— Mais il faudrait les prévenir.

Un des notables s'avance vers ces malheureux et leur parle : Personne ne proteste, personne ne dit un mot. Ils se lèvent en silence et gagnent la campagne. Beaucoup titubient. Deux vieux et trois femmes tombent et ne se relèvent pas. On les emporte dans une paillote.

— A chaque distribution, cinq ou six tombent ainsi, me dit un notable. Songez qu'ils ont juste assez de riz pour ne pas mourir, mais après un ou deux mois de ce régime, ils meurent d'épuisement.

Voilà les êtres qu'on veut faire travailler aux digues dans les campagnes. Il n'en restera pas un après quinze jours.

Nous repartons. Sur la route, je croise des groupes silencieux. Ils se rangent le long du fossé pour laisser passer l'auto. Ils sont ainsi trente mille condamnés à mort. « La France généreuse distribue du riz », a dit M. Reynaud.

En rentrant, l'infirmier veut absolument me montrer un couvent de religieuses. Malgré ma répugnance, je consens à y aller, quand j'apprends que le couvent est un des centres de distribution.

— Vous arrivez fort tard, ma distribution est finie, nous crie une sœur, « la supérieure », du plus loin qu'elle nous aperçoit. Mais si vous voulez visiter l'hôpital...

Je la suis.

— En ce moment, je n'ai que des affamés, dit-elle. Ils arrivent le matin après avoir marché pendant 20, 30 kilomètres, toute la nuit. Ils sont dans un tel état d'épuisement qu'ils ne peuvent même plus manger. Il en reste toujours une dizaine que je laisse mourir là.

Nous traversons des salles. Sur de petits lits en bambou, des formes étendues sous une natte. La sœur tire les nattes et découvre des êtres squelettiques, effroyables, aux ventres gonflés. Elle va de l'un à l'autre et sa voix aiguë me perce les oreilles. « Tout ça, c'est pour mourir. Regardez, regardez. » Elle tâte des membres dont la chair s'enfonce sous le doigt. Elle me montre des os à nu, des cuisses grosses comme un poignet d'enfant. « Tout ça, c'est pour mourir ! Tout ! Tiens, celle-là est morte. » Elle appelle : Thi, Thi,

Une sœur annamite accourt et emporte le cadavre enroulé dans sa natte pourrie.

— On les enterre là, dans les champs, me dit la sœur. Songez, il y en a tant ! Et ce n'est pas fini ! Maintenant que les distributions ont cessé, ils vont mourir de plus belle et j'en aurai deux ou trois mille tous les matins, couchés par terre dans la cour de l'église, et criant : « Trois grains... Seulement trois grains... donnez trois grains... »

LA PRISON-CHARNIER

Le 13 septembre 1930 le résident de Vinh était prévenu que plusieurs milliers d'hommes s'apprêtaient à venir manifester dans les rues de la ville. Il n'hésita pas à faire bombarder par deux avions cette foule inoffensive. Il y eut 200 morts. Les rescapés furent pourchassés. On en prit la plus grande partie. Les prisons de l'Annam regorgent de ces malheureux. J'ai pu voir à 50 kilomètres de Vinh, une des prisons : la prison de Phu-Dien.

Le Tri-Phu (sous-préfet indigène) m'accueille à l'entrée de la citadelle. « Vous ne verrez pas ici des prisonniers politiques bien intéressants. Les meneurs sont gardés à la disposition de la Sûreté. A Phu-Dien, nous n'avons que des « suiveurs », ouvriers qui font grève pour le 1er mai, nhaqués (paysans) qui ont réclamé une diminution d'impôts ». Je l'écoute sans surprise. Je sais déjà que dans l'Annam, un gréviste est passible de deux ans de prison, et que toute personne qui réclame quelque chose est immédiatement coffrée. Mais voici la prison.

Trois paillotes longues de trente à trente-cinq mètres, larges de cinq. Nous entrons dans la première. Il fait sombre. Je distingue vaguement sur des bas-flancs de corps de garde, un enchevêtrement de corps. Je me penche. Une odeur infecte vous prend à la gorge. Ils sont 200 par baraque, étendus côte à côte les pieds pris dans un anneau rivé à une sorte de longue tringle. A mesure que je m'habitue à l'obscurité, je vois des visages décharnés, des corps couverts de plaies. Beaucoup de ces hommes tendent vers moi leurs mains jointes. Qu'implorent-ils ? Je m'assieds à leurs pieds sur le bas-flanc et demande à l'interprète qui m'accompagne de les interroger. L'un d'eux se met à parler d'une voix basse, avec de petits gestes de la main. L'interprète traduit : « Il dit qu'ils ne peuvent pas se laver ; alors tous ont la gale ou d'autres maladies de la peau. Il dit qu'ils ne savent pas pourquoi on les punit. Ils ont toujours payé l'impôt. Il dit que la dysenterie les épuise, et qu'on ne leur permet pas de sortir. (Chacun a près de soi une boîte de conserve qu'ils ne peuvent vider qu'une fois par jour). Il dit que les gardiens les frappent. (D'un geste brusque un prisonnier écarte les loques qui le couvrent et je vois sur ses épaules et, sur son dos, de longues marques violettes). Il dit qu'ils ont froid. Chaque jour, chaque nuit plusieurs d'entre eux meurent là, enchaînés à côté de leurs camarades. »

Un peu plus loin j'avise un enfant.

— Quel âge a-t-il ?

— Douze ans...

— Pourquoi est-il là ?

Ses parents ont été exécutés comme communistes. Alors on l'a arrêté aussi. Il est condamné à six mois de prison. J'ai pu prendre une photographie, tandis que, sur ma demande, un soldat le conduisait à l'infirmerie.

A l'autre bout de la paillote, qu'est-ce que cette espèce de cage ? Je m'approche. On a enfermé là des femmes. Elles ont de 14 à 17 ans et sont condamnées à deux ans de prison. Au fer, comme les hommes.

Les « socialistes » d'Indo-Chine sont-ils satisfaits ?

L' « accumulation primitive » en U.R.S.S. Fritz Adler, exécuteur du comte Tisza et secrétaire de l'Internationale Socialiste, a publié dans le « Kampf » de Vienne un article sur « l'expérience de Staline et le socialisme » dont la « Vie Socialiste » du 23 janvier contient une traduction. Cet article reproduit sur un grand nombre de points les habituelles trahisons de Marx que commettent, au nom du «marxisme », les social-démocrates, mais il renferme en outre, sur l'accumulation primitive, un chapitre intéressant que nous croyons intéressant de reproduire :

Tous les jours nous lisons sur ce qui se fait en Russie des comptes rendus où s'exalte un enthousiasme débordant, et d'autres pleins d'indignation et de désespoir. Les techniciens s'enflamment pour les possibilités illimitées ouvertes à leur initiative, les économistes s'enthousiasment pour la tentative d'entreprendre une économie dirigée à une échelle gigantesque, les chômeurs, les victimes désespérées de la crise économique mondiale, jettent des regards pleins d'envie sur les investissements productifs de la Russie soviétique, engendrant une conjoncture qui fait de ce pays le « seul pays où il n'y a pas de chômeurs ». Surtout, la part d'« américanisme » qui se manifeste dans l'essor industriel en U.R.S.S. constitue l'objet principal de l'enthousiasme et les mêmes gens qui, il y a quelques années, déifiaient Henry Ford en sauveur de tous les maux, sont ceux qui, aujourd'hui, chantent des hymnes à Staline...

Marx a très nettement distingué la première période de développement du capitalisme industriel, la période d' « accumulation primitive », des périodes ultérieures de l'accumulation normale en capitalisme. L'avant-dernier chapitre du livre premier du *Capital*, lequel traite de l'accumulation primitive prend aujourd'hui, à propos de l'expérience Staline, une actualité véritablement imprévue. Nous y voyons par quelles cruelles méthodes d'exploitation et de violence le capitalisme en sa prime jeunesse a mis en train l'*industrialisation* à la mode des forceries. Et ce qui s'est produit dans les périodes de début du système capitaliste s'est renouvelé toutes les fois que le capitalisme a subitement élargi son domaine par la conquête de nouvelles colonies. Marx montre non seulement comment ont pris naissance les capitalistes, mais aussi comment c'est d'abord de l'éviction des paysans sur une grande échelle que sont nées les masses prolétariennes, qui n'avaient plus d'autre issue que de subir l'exploitation, si barbare qu'elle fût, dans les fabriques de création nouvelle.

Le tableau que Marx trace, toujours appuyé sur des sources, du travail des femmes, du travail des enfants, du travail de nuit, de l'absence de repos dominical, des infâmes salaires de ce temps-là est tellement révoltant qu'en comparaison l'exploitation des époques suivantes paraît vraiment idyllique et humaine.

Industrialiser sans égard à la génération vivante, industrialiser moyennant l'abaissement de la consommation chez les masses, le capitalisme tend à cela sans cesse. Mais l'accumulation primitive réalise ce désir en industrialisant *à une allure désordonnée, par l'emploi de tous les moyens de force.* L'accroissement d'allure de l'industrialisation se traduit par un changement en sursauts dans le caractère de l'exploitation et de l'oppression.

Quand nous essayons de comprendre la Russie soviétique actuelle, nous nous apercevons, avec une surprise croissante, que dans son industrialisation, quoiqu'il n'y ait plus de

capitalistes privés, les traits caractéristiques de l'accumulation primitive indiqués par Marx y réapparaissent. L'expérience stalinienne est une *industrialisation par accumulation primitive sans le concours de capitalistes privés.*

Bien sûr, les méthodes d'exploitation se sont fortement modifiées depuis le commencement de l'ère capitaliste. Le temps de travail de seize et plus d'heures n'existe plus. L'expérience du capitalisme a appris que l'intensité du travail importe plus que sa durée. Aussi voyons-nous que même l'industrialisation par accumulation primitive dans l'Union soviétique s'accomplit sous le signe du temps de travail le plus court possible, qu'il est largement tenu compte de revendications que la classe ouvrière a fait appliquer sous le capitalisme, et même que sur certains points la Russie soviétique est en avance.

Mais les tendances à tirer le maximum de rendement ne sont pourtant pas méconnaissables. Ainsi, l'introduction générale du travail en trois équipes entraîne journellement une résurrection du *travail de nuit* dans des proportions qu'aucun Etat capitaliste n'aurait plus osées. *Deux tiers* de tous les travailleurs finissent ou commencent leur travail aux heures de la plus profonde nuit. Par la fin et le commencement des équipes dans la nuit, le repos nocturne dans les maisons est troublé pour le moins deux fois. Cette réduction des possibilités de repos se fait sentir avec force surtout dans les logements encombrés des villes. De même, la suppression du *repos dominical* commun pour tous par la « semaine de travail ininterrompue » contribue à réduire les possibilités de se refaire, quoique considérablement moins que le travail de nuit. Le droit de *libre circulation* est aboli, l'ouvrier est privé de la liberté de choisir une place où travailler. Mais le point le plus essentiel, c'est que toute *protection ouvrière* est mise en question, parce que l'*indépendance* des syndicats qui devraient en surveiller l'application, est supprimée.

Les tendances saillantes de l'accumulation primitive sont impossibles à méconnaître dans le temps et les conditions de travail ; mais ce qui est décisif pour le degré d'exploitation, c'est le *niveau du salaire réel*, ce que l'ouvrier peut se procurer effectivement de denrées de consommation par son salaire. Et là, pas de doute, tout bolchevik honnête concèdera sans ambages que l'industrialisation à une allure enragée ne saurait, vu le défaut de capital en surabondance, être atteinte qu'au prix de la *famine des masses*, celles des campagnes comme celles des villes. La pénurie de denrées d'une part, les prix fantastiques d'autre part, font que les travailleurs manquent du plus nécessaire. La génération vivant est sacrifiée au rythme de l'industrialisation, tout comme au temps du capitalisme commençant...

... L'industrialisation, au début de l'époque capitaliste, fut réalisée par de puissants seigneurs féodaux, par de grands commerçants, par des fermiers qu'avait enrichi la dévaluation monétaire, par toutes sortes de membres des classes dominantes, qui bâtissaient des fabriques et devenaient ainsi des capitalistes industriels avec l'espoir de profits gigantesques. Ils furent les exécuteurs de l'accumulation primitive de ce temps-là.

En Russie soviétique, les seigneurs féodaux sont éliminés, il n'y a plus de capitalistes privés, et même de gros paysans et petits commerçants sont liquidés en tant que classe — et ainsi surgit cette question : Comment l'accumulation primitive peut-elle se faire, si ses représentants historiques manquent ? Là-dessus encore, nous trouvons des éclaircissements chez Marx. Il dit :

« Mais tous ont utilisé le *pouvoir de l'Etat*, la force concentrée et organisée de la société, pour activer à la manière des forceries le procès de transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et abréger les phases de transition. »

Il n'y a plus en Russie soviétique de capitalistes privés. Mais le *pouvoir de l'Etat* comme tel fournit les agents de force pour réaliser l'accumulation primitive. Voulons-nous appliquer à nos jours la constatation de Marx en laissant ouverte la question de savoir quel système économique existe présentement en Russie, nous pouvons dire :

« Ils utilisent le pouvoir de l'Etat, en force concentrée et organisée de la société, pour activer à la manière des forceries l'industrialisation et abréger les phases de transitions. »

Et alors nous comprenons l'actuelle *fonction sociale* de la dictature en Russie soviétique. Dans la période première du communisme de guerre, la dictature a servi à la destruction de la propriété féodale, au partage du sol, à l'élimination des capitalistes, bref à l'anéantissement des classes antérieurement dominantes. Elles n'existent plus. Personne en U.R.S.S. ne peut les redouter sérieusement. Et cependant, la dictature règne au moins aussi forte, aussi impitoyable et aussi cruelle que jamais auparavant. Quelle est sa fonction sociale ? Elle n'en a plus qu'une : *Assujettir les travailleurs eux-mêmes pour accomplir par leur moyen l'accumulation primitive*, pour étouffer en germe toute tentative de résistance des travailleurs contre les sacrifices qui leur sont imposés.

*
* *

Aux syndicats l'organisation de la production

Il y a encore des êtres assez stupides pour s'imaginer que si les capitalistes — ou une bonne dictature — n'étaient plus là pour diriger la production, celle-ci s'arrêterait. A cela Fenner Brockway oppose, dans le « New Leader » du 15 janvier, son expérience de la grève générale anglaise de 1926 :

Quand je pense à ce problème de la révolution qui vient, mon esprit se reporte à une expérience faite durant la grève de 1926. Le Conseil général des Trade-Unions, m'y avait chargé de publier à Manchester l'édition pour le Nord du *Daily Worker*. Ce fut la plus instructive de mes expériences socialistes.

Une société d'édition coopérative nous fournit le matériel d'imprimerie, mais tout le reste fut effectué par les syndicats, chacun en ce qui le concernait. Ce furent des membres du Syndicat national des journalistes qui firent le travail de rédaction. Ce fut le Syndicat national des employés qui fournit le personnel de bureau. Les syndicats du livre fournirent les travailleurs nécessaires à l'impression et au routage. Les Travailleurs des Transports distribuèrent le journal, en l'absence de tout train, depuis Derby jusqu'à Carlisle et depuis Liverpool jusqu'à Hull.

Le travail fut entièrement fait sous la direction de personnes appointées par les syndicats eux-mêmes. Ce fut un exemple parfait de Contrôle Ouvrier.

Je ne veux pas dire que cela donne la solution de tout le problème, mais je crois que c'est la *clef* du problème, pour le jour où la classe ouvrière aura à réorganiser l'industrie, et la sortir du chaos où le capitalisme l'a conduit.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
CRUVÈS ET CIE - CANNES

NOUVEAUTÉS DU MOIS

LITTERATURE

Georges DUHAMEL : **Querelles de famille** (Mercure) .... 12 fr.

Albert LONDRES : **Les Comitadjis ou le terrorisme dans les Balkans** (Michel) .... 15 fr.

Thomas HARDY : **Jude l'obscur** (traduction intégrale). Stock) .... 30 fr.

Aloysius HORN : **Trader Horn, la Côte d'Ivoire aux temps héroïques** (Stock) .... 12 fr.

DOSTOIEVSKI : **Crime et Châtiment, 2 vol.** (Bossard) .... 39 fr.

Helen Zenna SMITH : **Pas si calme...** (N.R.F.) .... 15 fr.

Alfred BRUNEAU : **A l'ombre d'un grand cœur** (Fasquelle) .... 12 fr.

Bernard NABONNE : **A l'abandon** (Rieder) .... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

C. G. PICAVET : **L'Europe politique de 1919 à 1929** (Alcan) .... 15 fr.

Marc SANGNIER : **Albert de Mun** (Alcan) .... 15 fr.

H. R. KNICKERBOCKER : **Les progrès du plan quinquennal** (Valois) .. 15 fr.

Anatole de MONZIE : **Petit manuel de la Russie nouvelle** (Firmin-Didot). 10 fr.

Antonio SALANDRA : **Souvenirs de 1914-1915** (Payot) .... 25 fr.

Hermann WENDEL : **Danton** (Payot) .... 30 fr.

Michel BAKOUNINE : **Confessions** (Rieder) 16.50

Léon JOUHAUX : **Le Désarmement** (Alcan) .... 15 fr.

Joseph DUBOIS : **Une nouvelle humanité : U.R.S.S.** .... 15 fr.

Bernadotte E. SCHMITT : **Comment vint la guerre (1914).** (Costes) ...... 150 fr.

DIVERS

George SOULIÉ DE MORANT : **Soun lat Sènn** (N.R.F.) .... 15 fr.

Tous ces livres sont adressés FRANCO par la **Librairie du Travail,** contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris 43.08.